Sciences politiques : pouvoirs et institutions

Intro : C'est une discipline aux différentes spécialités, la sociologie politique, les relations internationales, les théories politiques, etc. La science politique devient une discipline à part entière dans les années 70 grâce à l'agrégation, puisqu'on va recruter des professeurs de sciences politiques. En Allemagne, ou aux Etats Unis, la discipline naît au 19^eS, en France, elle s'institutionnalise donc tardivement.

Blondiaux dit que la science politique que c'est « la fille incestueuse du droit et de l'histoire » : en effet la scpo découle du droit constitutionnel, mais elle s'en détache et on a de moins en moins de références aux auteurs passés, elle intègre aussi des méthodes historiques/sociologiques. 2 auteurs du « passé » restent tout de même présent, André Siegfried et Maurice Duverger.

Pour Weber, la science politique serait « la science du savoir », mais dit que la politique est un terme polysémique et large, il va donc donner 2 définitions plus précises :

-Politique = prise de contrôle et l'exercice du pouvoir d'Etat

-Politique = répartition du pouvoirs entre Etats.

→ **La politique c'est donc des jeux de pouvoirs tournant autour de l'Etat**. Ainsi, comment dirige-t-on un Etat ? Comment devenir à la tête d'un Etat (révolution, coup d'état ou par la compétition politique ?) Quelle influence peut-on avoir sur les dirigeants (manifestation, pétition, lobbying) ? La guerre, puisque relations entre état, pourrait faire partie de la notion de politique.

→ On a donc une **définition stato- centrique** (centré sur l'Etat), alors que des actions collectives ont une action politique sans influencer l'Etat = c'est le « pouvoir de faire en commun »

- Il y a une variabilité du politique dans le temps et selon les différentes sociétés, il faudrait donc plutôt réfléchir en termes de « politisation ».
En effet dans une société, il y a différentes activités qui sont susceptibles d'être inscrit dans une action politique (syndicats, profession). Lagroye parle de « requalification » = certains acteurs ont un intérêt à politiser une activité.
Cependant, certaines sphères ont longtemps échappées à l'action politique : la santé, la population qui ne devienne qu'au 18^e S des objections d'action et d'intervention politique (avant, c'était les offices religieux qui les traitaient.) Au contraire, certaines sphères se dépolitisent : A. Corbin dans « La miasme et la jonquille » montre comment l'odeur a été un objet politique (le parfum que l'on mettait dépendait de notre affinité politique)
- Aujourd'hui on pourrait avoir l'impression que tout est politisé, ainsi, l'animal, objet naturel par excellence est-il politisé ?
 - M. Pastoureau montre que le lion est aujourd'hui le roi des animaux alors qu'avant, c'était l'ours. Ce changement résulte d'un conflit entre l'église et l'aristocratie.
 - Serna montre l'importance de l'animal dans les politiques publique pendant la Révolution : il y a une surveillance politique de l'animal, on va mettre des écoles vétérinaires, on interdit les combats d'animaux sauvages. L'animal s'intègre dans une politique de civilisation, dans une volonté de républicaniser les esprits : si on est civilisé avec les animaux, la société le sera aussi. Même les animaux les plus féroces seront « républicaniser »
 - Le savoir sur la nature est requalifié, politisé. Les animaux ont des effets sur les politiques publiques et sur les groupes eux-mêmes, on va repartir l'espace entre populations urbaines et rurales, **ex** : interdiction de la chasse, activité de milieu populaires et ruraux, va profiter aux classes bourgeoises et urbaines qui pourront se balader en forêt.

Chapitre 1 : Sociologie wébérienne ; pouvoir, domination, Etat

Objectifs du chapitre : poser des définitions sur les concepts centraux de science politique et réfléchir sur comment se sont développés les organisations administratives en dehors du territoire national. Présenter les options méthodologiques de Weber

Intro : Weber est considéré comme l'un des pères fondateurs de la sociologie (comme Marx, Durkheim, Simmel), une science qui s'est développée en même temps que d'autres sciences sociales. Ils vont créer une discipline qui n'existait pas, une manière de comprendre la société avec l'émergence au 19^{es} d'un besoin de connaissances sur les sociétés humaines face aux mutations rapides des structures économiques et sociale. La sociologie émerge dans différents pays au même moment face à des problèmes sociaux : **la déstructuration des hiérarchie sociales** qui datent de l'ancien régime où les hiérarchies sociales sont fondées sur des statuts (corporations de métiers, clergé, groupes religieux) Ces hiérarchies vont se dissoudre doucement tout au long du 19^{es} avec les modifications politiques et économiques :

-**dissolution des privilèges**

-**démocratisation** qui permet à des classes inférieures d'accéder au pouvoir politique qui n'est plus l'avantage de certains

-**révolution industrielle** qui transforme les modes de productions et même, les modes de peuplement (urbanisation)

-**émergence de la bureaucratie** publique et privée (Etats, entreprises) qui gouvernent en s'appuyant sur des connaissances techniques -> multiplications des postes de « spécialistes » : experts, chercheurs, etc. et des emplois managérial. Se développent aussi « les sciences de gouvernement » qui mesure la population et l'étudie (mortalité, natalité, migration intraétatique), on a aussi des informations sur la production économique, les conditions de vie...

Les 1^{es} travaux de Weber portent sur les travailleurs polonais de l'empire allemand, il va contribuer à la création d'entreprises savantes en statistiques. La bureaucratie va permettre le développement du système universitaire comme lieu de production des savoirs

Weber fait des études de droit, d'économie et obtient la création d'une chair de sociologie. C'est un citoyen engagé et patriote, un « pangermaniste » qui va avoir une pensée raciale des sociétés humaines. C'est un libéral politique : s'oppose à l'antisémitisme qui souhaite une république parlementaire, il va participer à la Constitution de Weimar. Auteur d'une œuvre sociologique consacrée à la religion, « Economie et société », 1920 et redécouverte durant la Guerre Froide ou on va retenir seulement les éléments contre le marxisme.

1/La sociologie compréhensive

A/ Interpréter l'action humaine

1/ Buts et moyens de la sociologie compréhensive

Il va clarifier des éléments de langage pour une compréhension + simple des termes, il propos « une sociologie compréhensive. La sociologie wébérienne permet **d'interpréter les actions humaines en restituant les motivations individuelles**. Pourquoi les individus font ce qu'ils font ?

- Quand Durkheim étudie le suicide il va tenter d'expliquer les chiffres qui ressortent de son enquête, et notamment le fait que les chiffres sont stables -> Il ne focalise pas sur les motivations individuelles car selon lui ce n'est pas ça qui explique la régularité du taux, ce sont d'autres variables (religion, sexe, âge). S'intéresser aux motivations individuelles suppose que :
 - **L'acteur est un individu** : L'Etat, la France, etc. Ce sont des jeux de langage qui permettent ces expressions « La France pense... ». Pour lui il vaut mieux **regarder les individus en dessous** qui font agir les collectifs, parler au nom des individus, il faut aller en dessous des « concepts en nom collectifs » que les individus font agir.
 - **La cause des actions collectives est à rechercher dans les motivations individuelles de l'acte**. Mais certaines motivations peuvent être collectives c'est pourquoi Weber va beaucoup travailler sur des groupes sociaux (**ex** : les protestants). Pour lui certains individus occupent la même position sociale (les protestants, les Brahman dans le système de caste en Inde) ce qui va générer des motivations, des **intérêts semblables**. Selon lui, la motivation de l'acte est la cause des actions, il y a un rapport de cause à effets. Comprendre pourquoi les gens font ce qu'ils font ce n'est pas juste s'intéresser à ce que les individus disent d'eux-mêmes et de ce qu'ils pensent être leurs motivations, il faut aller plus loin : en réalité on n'est pas conscient de pourquoi on fait ce qu'on fait, pourtant il y a des motivations derrière nos actes mêmes habituels. Weber ne réfléchit pas sur le sens réel de l'action, il va dire « il n'est pas besoin d'être César pour comprendre César » -> Pas besoin d'être César pour comprendre ses actions. Il va plutôt rechercher une motivation suffisante = **ex** : un entrepreneur peut être avide d'argent mais cela ne peut pas constituer une motivation qui pourrait convenir à tout le groupe « entrepreneurs » → Donc pour restituer le sens d'une action il faut trouver une motivation suffisante, **ex** : intérêts de l'entrepreneur c'est de faire du profit.
 - **Il faut aussi s'intéresser au système des contraintes dans lequel les individus se trouvent, contraintes matérielles et idéelles**. Pour lui, le moyen de la sociologie compréhensive est **l'idéaltype** = définition qui va relever les traits spécifiques, saillants d'un phénomène, ce qui **caractérise en propre un phénomène social**, ces caractéristiques singulières. **Ex** : quelles sont les caractéristiques propres du capitalisme ? Quelles sont les spécificités du protestantisme par rapport au catholicisme ? Grâce à cela on peut aussi définir des groupes selon leur caractéristiques communes mais propre à ce groupe, **ex** : classer les gens en « anti-européen » ou « européiste convaincu ». Ça permet à Weber d'expliquer les objets. **Ex** : Pour lui, le capitalisme se spécifie par la recherche de l'argent, le fait de maximiser ses profits. Mais cette définition n'est pas un « idéaltype » car il manque la spécificité car cette caractéristique se retrouve partout. Donc le capitalisme serait plutôt une accumulation rationnelle du capital d'une activité économique qui va produire + qu'elle ne coûte et s'installe dans un échange marchand. Il va ensuite établir un lien entre l'éthique du capitalisme et la religion protestante : pour lui les sociétés protestantes (surtout aux USA, en Allemagne) sont à l'origine du développement d'un esprit d'entreprise capitalisme. Ainsi cette accumulation de K résulte non pas d'une cupidité mais des signes d'une élection (faire partir des gens que Dieu va sauver), puisque dans la religion protestante rien n'est pardonné, le rapport Dieu/fidèle est + direct, il y a donc une individualisation morale.
 - **Comprendre ce n'est pas dire que la liberté individuelle est le moteur de l'Histoire**. Si je pouvais m'abstraire du système de contrainte morale, je serais libre de choisir si, par exemple, je veux travailler ou non -> Cela invaliderait donc la réflexion de Weber. C'est pour ça que selon lui il n'y a pas de vraies libertés, les positions que l'on occupe

déterminent des comportements selon des contraintes qui nous sont imposés.

2/ Les motivations de l'action humaine

Weber définit 4 types de motivations :

- **Action rationnelle en finalité** : l'individu met en adéquation son objectif à atteindre et les moyens dont il dispose pour y arriver tout en prenant en compte les comportements des autres individus. Mise en relation entre finalité et moyens = l'action la + évidente et + utilisée.
- **Action rationnelle en valeur** : L'action sera rationnelle selon les valeurs des individus, ils ne font pas quelque chose pour un objectif mais en vertu de tradition, de valeurs, de morale qui me guide dans mon action. Mais pour Weber il y a de nombreux systèmes de valeurs différents. On agit parce que pour nous c'est légitime selon nos valeurs, on va rationaliser les valeurs pour agir, ex : les systèmes religieux avec certaines des valeurs permettent de faire accepter des inégalités sociales dont les individus sont les victimes. Weber se demande comment le système de castes en Inde peut tenir, comment ses individus sont aussi inégaux, pourquoi ? → Pour lui la rationalisation religieuse de l'hindouisme est au cœur de ces inégalités et notamment la valeur de la réincarnation qui laisse croire aux individus qu'ils auront une nouvelle chance dans une nouvelle si tant qu'ils respectent le fait d'appartenir à une caste inférieure. Ainsi par rapport à nos systèmes de rationalisation, nos valeurs occidentales, on ne comprend pas pourquoi les gens acceptent ce système, il faut donc réfléchir sur ces valeurs.
- **Action affective** : On agit selon nos émotions sans réflexion sur nos buts à atteindre ou sans valeurs qui guident mon action, ex : entrer en colère contre sa famille.
- **Action traditionnelle** : On agit d'une façon car ça a toujours été ainsi, c'est un système de coutumes et d'habitude

3/ Rationalisation et désenchantement du monde

Dans les sociétés on a rationalisé les comportements humains et les codes de valeurs, ce phénomène domine les relations humaines. Pour Weber, le monde se « désenchante » = il se dépeuple des puissances magiques. On va utiliser des formes rationnelles en finalité pour expliquer les phénomènes, les valeurs et traditions reculent pour laisser place au rationnel. Même pour des phénomènes inexpliqués on va donner des réponses rationnelles et scientifiques, et de moins en moins des réponses magiques pour comprendre le monde.

Cette perte de puissance des systèmes de valeurs et des réflexions mystiques/religieuses amène Weber à considérer que nos actions sont de + en + pauvres. Pour lui, l'occident n'est pas le sommet du progrès mais au contraire, décline par le fait que nos actions semblent désintéressées.

Cependant le monde n'est pas totalement dépeuplé de cette « magie » : l'amour apparaît encore parfois comme un sentiment inexpliqué qui échappe à la rationalisation. Ce sentiment est entretenu par des aspects culturels comme le cinéma, la littérature.

B/ La non-imposition des valeurs

1/Le relativisme

Pour Weber, la sociologie, la science sont incapables de départager des systèmes de valeur. Entre les sociétés et leurs différentes valeurs, il y a « **Guerre des dieux** » : le seul moyen pour départager des systèmes de valeurs serait l'affrontement (ou la tolérance).

1917 : Weber dit en conférence que rien ne permet de départager la culture allemande et française, donc la seule chose possible, c'est la Guerre des dieux

2/ La « neutralité axiologique » et ses réceptions

Les scientifiques peuvent faire des jugements de faits mais ne peuvent pas les transformer en jugement de valeur, **ex** : il y a 1milliards de chinois, je ne peux pas en déduire que les chinois sont supérieurs.

Mais pour toutes les disciplines scientifiques il y a **des valeurs de base qui produisent les savoirs**, **ex** : la connaissance est une valeur. Pour la science médicale il y a aussi des valeurs spéciales : vivre longtemps, vivre sans souffrance. Ces valeurs peuvent donc s'affronter : si quelqu'un de jeune souffre, est ce que j'abrège sa vie ? → Des valeurs rentrent en compte, ce sont des enjeux de la connaissance scientifique. Ainsi pour lui les sciences se développent différemment selon les valeurs, **ex** : physique européenne très théorique, anglo-saxonne très pratique.

Mais Weber appelle à la précaution quant à la manière avec laquelle on va énoncer les savoirs scientifiques. Il faudrait donc :

-dire à quel pdv on parle, énoncer clairement les valeurs selon lesquelles on parle, c'est la « **réflexivité** » = **la capacité à réfléchir sur sa réflexion**. On explicite nos valeurs. Weber développe cette idée dans son discours de 1917 en Allemagne dans une université où les professeurs défendent une position de paix sans concession, de ce que doit faire l'Allemagne.

-Pour Weber, si on veut faire de la politique il faut le faire dans des lieux particuliers : professer des idées politiques dans une classe où les étudiants sont contraints d'écouter. Il faut donc faire preuve de **neutralité axiologique** = **enlever les implications politiques des énoncés quand le contexte ne s'y prête pas**.

2/ Dominations et légitimités

A/ Le pouvoir légitime

Pour Weber la domination existe au-delà de la sphère politique, **elle peut être présente partout** (famille, amitié). Pour lui, la domination produit des individus, **l'effet final de la domination est de transformer les individus sur lesquels la domination s'exerce**. Weber dit que la domination bureaucratique a des effets profonds sur les individus, **ex** : l'école bureaucratique hollandaise a ainsi promu une nouvelle langue : le hollandais créant une division entre allemand et hollandais. Les autres pays ont fait de même grâce à cette domination, on a promu le français par exemple. Weber s'intéresse surtout aux dominants et sur la direction politique et administrative de l'Etat :

A quel type d'individus on offre les meilleures chances de domination, de position sociale privilégiée ?

Pour lui le peuple est toujours dominé, le dominé accepte la situation. Il s'intéresse aux relations de pouvoirs verticale et pas horizontale, au pouvoir de commandement sur ceux qui obéissent et pas aux éventuels coopération.

Weber définit **le pouvoir** : **la capacité d'obtenir d'un individu qu'il fasse quelque chose si cet individu ne l'aurait pas fait spontanément**. Cela peut passer par la force, la menace, la violence. Mais pour lui le limite a une grande limite : on peut toujours lui résister. C'est là la frontière avec **la domination, car**

il n'existe pas de résistance quand je domine. Dans La Domination, Weber explique que la domination (pouvoir + légitimité) peut être :

- **fondé sur le fait**, ex : si je détiens un monopole je domine les gens dans la mesure où ils sont obligés d'acheter chez moi ; ex : un père de famille selon Weber domine selon le fait qu'il soit père.
- **Des formes politiques de domination** : dès qu'un individu obéit sans résister alors qu'il pourrait faire autrement. Le dominé considère ce pouvoir comme légitime, la norme énoncée par le dominant est valide. Le dominant trouve des personnes prêtes à obéir à certains ordres car convaincus que **ces ordres sont valides, normaux et à l'inverse que la résistance, ne pas obéir est anormal**. Pour lui cette **obéissance est fondée sur la légitimité du système social** dans lequel des dominants ordonne et où les dominés considèrent normal le fait d'obéir à ces ordres. Puisqu'elle repose sur la collaboration des dominés, **la domination est la forme la plus stable de pouvoir**, elle est légitime. Un pouvoir illégitime pourrait se voir opposer des résistances, mais la domination forme un ordre social stable, elle est régulière et ne résulte pas de probabilités incertaines. Néanmoins des dominants peuvent voir leur ordres non exécutés, certaines fractions de la société peuvent se soustraire à des normes caractérisées comme valides et dans des périodes de crise, une inexécution de ces ordres sera + générale.

Mais qu'est-ce que la légitimité ?

- **Pour les dominés**, la légitimité serait dire le fait de valider une norme. On obéit pour tout un ensemble de raisons (parce qu'on a intérêt à obéir, parce qu'on a peur d'une sanction, par habitude) mais la raison maximale serait que les dominés auraient, en n'y obéissant pas, le sentiment d'avoir failli, d'avoir commis une faute, éprouvant de la culpabilité, des remords. **La légitimité c'est donc un sentiment objectif d'obligation morale**. Ainsi dans une société, l'ordre rencontre une probabilité forte d'être exécuté à cause de l'obligation morale.
- **Mais le dominant doit lui aussi croire que l'obéissance est normale**, morale. **Il doit être convaincu que ses ordres sont justifiés. Ce sentiment de légitimité**, de validité des normes doit aussi considérer les dominants. Ce sentiment de justification des ordres est donc verticale (dominant vers dominé) et horizontale (s'applique aux dominants eux même). Le dominant **doit voir son pouvoir comme mérité, comme naturel car cela permet de légitimer les inégalités**. La position de commandement doit se justifier par la morale tout **comme leurs privilèges qui doivent être expliqués par un discours de légitimation**.

Weber travaille sur les tensions entre ceux qui dominent politiquement et ceux qui font exécuter les ordres dans une société (administration des dominants). La direction administrative, qui obéit et fait obéir **doit être convaincu de la validité des ordres**, que ceux-ci sont une norme.

Les dominations sont les formes les plus stables du pouvoir politique : les dominés consentent à leur domination donc pas besoin de menace, de force, l'obéissance est régulière.

Mais qu'est-ce qui fait cette validité qu'est la norme ? Quels sont les contenus des ordres qui font qu'ils sont valides ?

B/ Les formes politiques de la domination

Weber s'interroge sur l'appareil du groupe de dominant, pourquoi les fonctionnaires obéissent au maître de l'appareil d'Etat ? Qu'est-ce qui fait que les dominés obéissent aux dominants et son appareil ?

3 types de grands principes de légitimation :

- **Domination légale rationnelle** : c'est celle qui repose sur le développement d'une bureaucratie rationnelle qui domine au nom de règles qu'elle exécute et fait exécuter.

- **Domination personnelle et traditionnelle** : domination patriarcale et féodale, on exécute les ordres car ça a toujours été ainsi, l'obéissance repose sur le traditionalisme de celle-ci

- **Domination charismatique** : « abandon à l'extraordinaire », une personne peut obtenir une moralité personnelle même sans règles ou traditions. Cette domination est, pour Weber, ce qui donne naissance aux révolutions et donc abolir un ordre de domination.

A/ Les dominations ordinaires

- **Domination traditionnelle** : Elle prend 2 formes historiques pour Weber, **la domination féodale et patrimoniale. Découle de la domination domestique, la domination des liaisons patriarcales, comme de règles au sein d'une maison étendue comme un Seigneur et ses domestiques.** Ces dominations arrivent quand il y a un débordement des règles domestiques en dehors des propriétés domaniales du maître, quand le maître donne des ordres aux sujets en dehors de sa maison, de son domaine. Le domaine d'un Seigneur est donc la forme initiale de cette domination.
Cette domination repose sur une **loyauté considérée comme personnelle qui découle de traditions réputées sacrées**, valables de tout temps qui déterminent les pouvoirs du chef, du maître. On **obéit aux dominants parce qu'on lui est lié par des liens personnels, mais cette obéissance naît aussi d'un corps de traditions sacrées.** Les individus se plient à des règles qui ne sont pas établies de façon rationnelle.
Cette domination amène les individus à **obéir à certains ordres déterminés** (donc pas à n'importe quel ordre) qui ont été établis par la tradition, **ex** : le prélèvement d'un impôt dans le système féodal a suscité de force résistante car ce n'était pas une tradition. Mais **le maître n'est pas enclin à dépasser ces traditions car il doit son pouvoir à ces dernières.** Mais dans des domaines où la tradition n'a pas posé de règles, le souverain peut inventer des normes à respecter.
L'administration de l'Etat est le patrimoine du souverain, les serviteurs de l'Etat sont les serviteurs du souverain, ce sont la propriété du souverain. Ils sont souvent choisis au sein d'esclaves ou de population qui dépendent personnellement de lui. Plus de distinction entre maison du Roi et appareil d'Etat. **Ce qui différencie la domination féodale et patrimoniale c'est le moment où la souveraineté s'applique à des individus sans lien personnel avec le souverain. Si ces serviteurs sont privés du souverain, ils vont s'élever au rang d'un groupe privilégié.** Ils deviennent des individus socialement prestigieux ce qui fonde l'existence d'une noblesse d'Etat. On va se mettre à recruter des agents de l'Etat au sein de groupe chevaleresque, on élève dans l'aristocratie les gens qui servent l'Etat. **L'Etat devient une stratégie d'ascension sociale pour obtenir du pouvoir et du prestige.** Ces personnes vont développer un savoir spécialisé qui va connaître progressivement le souverain, **ce savoir va être rationalisé** et cela va donner des règles juridiques, cela va conduire selon Weber à la bureaucratie moderne
- **Domination rationnelle légale et domination bureaucratique** : **processus de complexification des formes de l'action de l'Etat, l'Etat est considéré comme une identité abstraite par les serviteurs qui sont liés à cette identité abstraite** et plus qu'au souverain. Cette domination rationnelle repose sur l'idée que les dominés obéissent à des règlements impersonnels avec **le mouvement de dépersonnalisation du pouvoir. On ne nomme plus les personnes à qui on s'implique, ils sont rédigés de manière générale.** Ils sont édictés dans des formes « valides » avec des procédures, celui qui obéit n'obéit plus à une personne mais au droit, à la règle objective. Cette domination,

car une forme de rationalisation par la loi s'appelle donc domination légale rationnelle. C'est le règne de la norme, rendu possible par le développement de la bureaucratie moderne. Pour Weber la bureaucratie est adaptée à la spécificité de la « culture moderne » = infrastructure technique et économique lié à l'entreprise capitaliste et à la multiplicité des administrations privées et publiques. Cette infrastructure économique et sociale réclame la calculabilité, la prévisibilité, **ex** : maintien des règles fiscales, non-spoliation des individus. Pour lui, l'époque de développement du capitaliste c'est aussi l'époque du développement des grandes administrations, des grandes concentrations économiques, des armées bureaucratique.
→ Pour Weber, **la bureaucratie moderne** :

-Règne des spécialistes : elle est composée d'individus choisis en fonction de leur compétence donc la bureaucratie est fondée sur le savoir, elle **est donc rationnelle**. Elle se construit au service de la direction politique du souverain, mais avec la systématisation, la rationalisation des règles, **cette bureaucratie peut connaître de tensions par rapport à la direction politique**. Cette bureaucratie (donc celle au service de l'Etat) développe sa propre éthique. Elle **place la pérennité de l'Etat et du groupe des fonctionnaires au sommet de ses préoccupations**. Cette **situation peut être conflictuelle avec la volonté politique** : en effet la bureaucratie **peut capturer la décision politique car le pouvoir politique est incapable de contrôler la bureaucratie du fait des savoirs techniques qu'elle détient**, ces savoirs au nom desquels la bureaucratie fait appliquer les règlements. En effet une fois installée la bureaucratie fait partie des structures sociales les + difficiles à détruire :

-> **Les fonctionnaires ont intérêt à ce que l'Etat reste.**

-> **Les dominés ont intérêt à ce que l'appareil administratif fonctionne.** Ils ont besoin de la « **maîtrise technique virtuose** » des fonctionnaires **pour faire valoir leurs droits, droits qui existent dans la mémoire de l'administration** (archives, dossiers, diplômes). Si l'appareil cesse de fonctionner, il en résulte un chaos que les dominés ne peuvent pas maîtriser.

-> **Son caractère objectivement indispensable pour tous les dominants.** Le caractère impersonnel de la bureaucratie fait qu'il lui est facile de se mettre au service de n'importe quel dominant (alors que les ordres féodaux sont fondés sur des liens personnels)

La maîtrise des savoirs techniques, la connaissance des dossiers et des mécanismes économiques, sociaux dont disposent les bureaucrates conduit à **un poids croissant de la bureaucratie dans les décisions politiques**. Les responsables politiques vont avoir de + en + de peine à s'imposer dans les jeux bureaucratiques.

Weber dit que même si on a un souverain absolu ou bureaucratique, il est dans une **situation du dilettante face aux spécialistes**, **il ne maîtrise pas ses dossiers, puisque les bureaucrates sont payés, ce sont leur métier que de connaître les dossiers**. Même le monarque absolu est sans pouvoir face à la supériorité des connaissances techniques de la bureaucratie. Dans un système rationnel, les virtuoses de la règle sont les maîtres surtout face au souverain absolu, car dans un système démocratique il y a une critique du pouvoir, **l'opinion publique oblige l'administration à dévoiler les règles qu'elle a appliqués, les connaissances qu'elle détient**, elle doit défendre ses positions aux yeux de tous, **ex** : dévoiler l'algorithme de classement d'un jury comme Parcoursup.

Pour éviter la capture du pouvoir par la bureaucratie, pour limiter l'emprise de la bureaucratie, il y a **une tendance du souverain à s'entourer de conseil et à prendre les décisions de manière collégiale**. Ces gens ont des savoirs mais ne sont pas liés à la décision administrative.

Se développe numériquement en Europe le règne du spécialiste : tendance dès le 19^e à une **plutocratisation de la fonction publique**, **la plutocratie = gouvernements des riches**. En effet les règles de compétences sont liées à des diplômes universitaires accessibles aux couches aisées de la société.

- **Le développement de la bureaucratie moderne** : On va expliquer la mise au point des techniques pour protéger le groupe des fonctionnaires et **assurer la rationalisation de leur recrutement**. F. Dreyfus explique les différentes manières dont plusieurs pays ont fait pour assurer la

compétence des fonctionnaires. A partir du 18^e S on met fin à un système héréditaire de répartition des charges bureaucratiques ainsi que la fin à la vénalité des offices = vendre des charges publiques pour renflouer les caisses de l'Etat. On affirme par exemple avec la DDHC le principe méritocratique. Mais ce changement nécessite du temps : il faut du temps pour que le pouvoir politique considère que les postes de fonctionnaires ne sont pas des récompenses à donner à des soutiens, proches, clients politiques. Au début du 19^e siècle, la bureaucratie reste soumise à un système de patronage, au clientélisme. C'est après la 1850 qu'on sélectionne les fonctionnaires de façon rationnelle, ex : certains fonctionnaires peuvent être élus, d'autres ont accès aux emplois grâce aux diplômes, il y a des listes d'habilitation qui nécessitent de passer un examen, le système de concours de la fonction publique. C'est pourquoi se crée des écoles pour former les fonctionnaires, afin d'assurer que les fonctionnaires ont un titre pour le faire. Le concours de la fonction publique est généralisé en France fin du 19^e. L'idée est donc d'avoir un recrutement impersonnel mais qui repose sur un principe de différence entre l'Etat et ceux qui le dirige. On va préserver la fonction publique avec des pressions : pas de révocations des fonctionnaires par la garantie de l'emploi. On assure la neutralité de la fonction publique en restreignant ces libertés d'expression politique. On va dépolitiser la fonction publique pour éviter que l'administration aie une coloration politique.

-Règles impersonnelles et démocratie : pas forcément une égalité des règles. Rationnaliser le droit, systématiser les règles juridiques ne veut pas dire que les dominants sont soumis à respecter les droits des individus. Certaines règles impersonnelles sont au détriment de certaines catégories. L'administration crée des catégories d'individus inégalement traités, ex : nationaux/étrangers traité de manière impersonnelle à l'intérieur des catégories mais inégalitaires entre elles. Cependant dans les sociétés démocratiques les juristes ont tendance à rationaliser les normes dans le sens de l'égalité des droits, on va rationaliser le droit en traitant les différentes catégories de la manière la plus égale possible. De même, les règles de droit peuvent ne pas fonctionner de la même façon partout, ex : empire coloniaux -> droit appliqué en métropole n'est pas le droit appliqué dans les colonies. En métropole on va égaliser les droits entre les citoyens mais dans les colonies, des « sujets de l'empire » ne sont pas protégés de la même façon que les citoyens car le pouvoir administratif dans la colonie n'est pas contrôlé par l'administration judiciaire. Même lorsque les règles bureaucratiques fonctionnent au détriment d'une catégorie, c'est toujours un recours possible -> S. Belmessous dans son livre : au début il y a des traités entre les souverains des territoires colonisés et les puissances coloniales, traités qui sont source de droits et utilisés pour protester, ex : dans l'Empire britannique, mouvement de pétition et de recours au cours de Justice, recours au roi contre les représentants des rois -> Ces mouvements pointent le fait que la session de souveraineté n'équivaut pas à session de propriété. Le souverain n'est pas propriétaire de son territoire.
→ Ces contentieux impériaux vont être à l'origine de la construction d'un droit international. Les règles juridiques constituent donc des recours car elles ne sont pas censées favoriser une catégorie, elle limite l'arbitraire du souverain et du pouvoir. Les règles de bureaucratie ne sont pas toujours au service de personne mais restent des recours.

B/ La domination charismatique comme forme révolutionnaire

- Weber voit les prophètes religieux comme dominateur charismatique mais aussi des leaders révolutionnaires communistes comme en Russie.
La domination charismatique brise les formes ordinaires de domination. Le charisme est une relation entre dominant et dominé, il doit être considéré comme une attribution, les dominés voient dans le dominant comme charismatique, touché par la grâce, exceptionnel pour ses qualités. Les dominés considèrent le dominant comme charismatique, mais du coup il n'y pas d'accord : certains voient du charisme en qqn, d'autre non -> pas de consensus sur le caractère

charismatique d'un individu.

Le charisme est une propriété relationnelle et pas substantielle de la personne.

- Comme dans toute domination, certains sont positivement et d'autres négativement privilégiés. Pour Weber la domination charismatique rompt une domination bureaucratique ou traditionnelle en rendant non valides des normes qui fonctionnaient jusque-là. Si une personne charismatique s'impose dans une société, les inégalités qui existaient vont être transformées. Celui qui bénéficiait de la tradition ne va plus en bénéficier.
→ Les dominés ont un intérêt à accepter le charisme de celui qui va devenir le dominant. Certes ils vont adorer cette personne, mais ils vont surtout voir en cette personne une façon de défendre leurs intérêts. Dans un 1^{er} temps les personnes charismatiques sont donc jugés charismatiques par ceux qui sont défavorisés dans la domination précédente.
- Pour Weber, ce qui caractérise la personne charismatique c'est qu'elle va toujours tenir un discours de rupture, expliquer qu'il y a aura un avant et un après, qu'après la situation des dominés sera meilleure. Ainsi, pour Weber les dominés qui appuient l'action d'un héros charismatique ne sont pas dans l'attente d'un chef mais d'un espoir, d'un message révolutionnaire. Se constitue autour du dominant charismatique un groupe de personne qui va porter le message et qui va pouvoir ébranler le pouvoir en place avec assez de soutien, ex : Moïse qui promet la terre promise aux esclaves juifs. C'est donc ce discours révolutionnaire qui fait qu'on soutient un personnage charismatique. C'est une personne qui permet d'apporter un changement de signification à la vie des individus, ex : empereur de Chine qui a un charisme routinisé, vu comme une divinité qui doit abdiquer si son pays subit l'infortune. Il faut donc que les intérêts des dominés soient servis, dans quel cas il y aura des défections.
→ La domination charismatique arrive à un moment donné comme force révolutionnaire.
Comment se maintient-elle dans le temps ?
 - Elle devient domination traditionnelle ou bureaucratique, elle se transforme donc.
 - Néanmoins des éléments de rituels (sacre) peuvent maintenir cette domination.

3/ Sociologie wébériennes et « post-wébériennes » de l'Etat

Intro : La question de l'Etat se pose dans nombreuses sociétés inégalitaires, souvent dans les sociétés égalitaires il n'y a pas d'Etat, ex : société amazonienne n'ont pas de chefs ou seulement dans une fonction honorifique. Un Etat va institutionnaliser des inégalités car centralise le pouvoir de commander. Ainsi les positions de commandement ne peuvent être que formellement démocratique ou formellement égalitaire, pour lui-même la Constitution d'un Parlement conduit à la constitution d'une aristocratie.

Dans la constitution d'un Etat, des questions d'égalités/inégalités sont posées et sont importantes pour comprendre l'émergence d'un système étatique.

Comment l'Etat se forme-t-il historiquement ?

Perspective de Weber pose 2 problèmes fondamentaux :

-Définir l'Etat comme un monopole de violence et suivre les travaux de Elias sur l'Etat c'est être

eurocentrique : les trajectoires de création de l'Etat son diverses alors que ces 2 sociologues n'étudient que l'Europe.

-Weber et Elias travaillent dans le cadre de « conteneur nationaux » -> Leur méthode est nationaliste, ils réduisent leur réflexion à des cadres nationaux -> **Cela ne permet pas d'expliquer pourquoi les Etats se constituent au même moment dans tous les pays européens, ni de comprendre le développement des politiques publiques.** Elle ne permet pas de comprendre pourquoi existent des langues nationales, pourquoi la France est le pays des français, etc. **La formation des Etats doit être pensé comme un phénomène transnational.**

A/ La définition wébérienne de l'Etat : monopole de violence légitime

- Weber définit **l'Etat** : **une entreprise politique de caractère institutionnel lorsque et tant que sa direction administrative revendique avec succès, dans les limites d'un territoire donné, le monopole de la violence physique légitime.** L'appareil administratif est le seul à pouvoir utiliser une violence légitime, légale, qui est la seule autorité traditionnelle. **Cela réussit à priver tous les autres groupes qui pourraient faire usage de la violence,** ils ne peuvent entretenir des armées ou police privée, mais les individus qui useraient néanmoins de la violence la rendrait illégitime, les citoyens ne la considéreraient pas comme une violence normale. Ce critère a toujours été contesté, si bien que certains Etats on put se déconstruire, perdre certains de leur territoires par des groupes qui ont pris les armes, **ex** : Etats coloniaux, empire ottoman
Weber fait donc une entreprise de définition pour montrer la spécificité de l'entreprise politique qu'est l'Etat par rapport à toutes les autres entreprises politiques. L'Etat a un **caractère institutionnel**, on ne choisit pas d'appartenir ou non à un Etat **et c'est une entreprise politique, càd qu'elle est durable dans le temps.** Weber dit qu'il n'y a aucune fonction qu'un Etat ne puisse pas exercer, il peut exercer des fonctions économiques, sociales, etc. **On ne peut donc pas borner l'Etat en listant ses fonctions.** l'Etat est celui qui a le moyen spécifique de la revendication par l'administration d'être la seule à pouvoir utiliser la violence légitime. Ainsi l'administration se mobilise pour désarmer les autres groupes, **ex** : Etats européens où les Rois ont désarmé les vassaux. Cette police de l'Etat va travailler à légitimer sa propre violence en faisant de sa police une police au service de tous, de la protection de droits garantis à tous, elle **est la gardienne de la paix publique et se revendique comme au service de l'intérêt général.** Si bien que l'Etat **avec le principe d'Etat de droit va faire que l'Etat lui-même se soumet à ses propres règles et va limiter sa violence.** L'administration de la violence est soumise à des règles, les personnes qui l'exercent sont nommées pour le faire. Elle peut être délégué à des personnes privées (vigiles) qui sont toujours soumis aux règles. La police peut être inquiété pour un usage abusif de la violence. Ses formes de violence sont autorisés si elles sont régulières, **ex** : violence des parents envers les enfants à des fins éducatives.
→ La violence est tendanciellement concentré dans les mains de l'appareil administratif qui va justifier dans un discours cet état de fait, et qui peut déléguer cette violence à des fins privées mais toujours soumises aux règles.
- Mais la violence n'est pas le moyen ordinaire de l'Etat, c'est plutôt un coup que l'administration peut toujours jouer. Elle peut ainsi **faire rétablir ces prérogatives, être utilisé pour tendre une situation,** **ex** : augmenter les coûts à la participation d'une manifestation avec une répression qui diminue la force de la manifestation. **L'usage de la violence est un coût stratégique** qui peut être utilisé pour envoyer un message de fermeté. **Cela peut aussi discréditer les manifestants** car on a plus de chance de voir se rassembler des groupes plus enclins à la violence
→ Dire que la violence est un moyen extraordinaire de l'administration peut être peu pertinent vu qu'elle est présente habituellement. Néanmoins vu que la domination appelle à un consentement à obéir, **la violence ne peut être le moyen le plus ordinaire de l'Etat pour assoir sa domination.**

- Mais Weber a **une vision eurocentré**, en dehors de l'Europe certains Etats ont dominés sans revendiquer ce monopole de violence. Ce sont souvent des espaces de très vastes espaces territoriaux, **ex** : empire ottoman où des groupes peuvent user de la violence sans être lié à la direction administrative ; la Chine où l'Etat n'a pas le monopole de la violence à cette époque ; l'empire d'Ethiopie où l'unité politique millénaire tient sur un système d'échange de droit, une administration religieuse qui unifie le territoire.
- D'autres réflexions suivent celle de Weber en s'interrogeant à comment on arrive à ce système de violence légitime. La **théorie du processus de civilisation** de N. Elias (pionnier dans la réflexion sur la formation de l'Etat) = **analyse la manière dont certains Seigneurs monopolisent la violence en revendiquant pour eux seul le droit de violence en désarmant leur vassaux. Il lie cette revendication à une transformation psychologique, subjective -> Les individus vivant dans des territoires pacifiés par l'administration vont développer un nouveau type de comportement, le comportement civilisé.** Il lie la **sociogenèse = production de société** et l'**ontogenèse = production de l'individu**
- Pour Weber aussi le pouvoir transforme les individus sur lesquels il s'exerce. Elias se questionne sur la rationalisation, comment on arrive à cette civilisation ? Elias va travailler à l'époque d'une forte imprégnation de la psychanalyse freudienne. Sa théorie va être utilisé pour expliquer le vote, considéré comme un moyen de pacification, alternative à la révolte populaire, de même que la professionnalisation de la politique fait de la compétition électorale un processus sans violence. Il va formuler une théorie avec une base selon laquelle la civilisation est majoritairement occidentale, mais il lui donne une validité générale. Mais cela est critiqué car Elias ne fais pas comparaison avec d'autres territoires, il érige l'Europe comme modèle pour accéder à la civilisation en faisant d'un acte particulier un acte général.

B/ La construction historique du monopole : la « civilisation » éliassienne

A/ Naissance de l'Etat : monopolisation, centralisation

Il contraste l'Europe médiévale et moderne :

- **Dans la société féodale** il existe **des foyers de violence dispersé**, à savoir des seigneurs qui usent de la violence, il y a des **multiples unités de domination liées aux autres par des relations de loyauté**, des liens de fidélité interpersonnel. La place dans la société du Seigneur, **son statut social est déterminé par l'indépendance de sa domination sur un territoire -> s'il perd son territoire il perd son statut social.** Lutte acharnée de ces seigneuries, en concurrence pour garantir leur survie. Chaque seigneur tente d'assujettir les seigneuries voisines, ils y sont obligés pour leur survie sociale, se met alors en place une **mécanique de monopolisation**, il y aura de moins en moins de seigneuries rivales, les territoires vont s'agrandir.
→ C'est la **mécanique d'horlogerie de la concentration des domaines** = **les foyers de violence écarté se retrouve au main d'un seigneur qui monopolise la violence après la lutte.**
Ex : la dynastie capétienne sort victorieuse de cette lutte de domination, le domaine capétien va devenir celui de la France moderne. Ils sont en lutte avec d'autres seigneurs car le titre de roi n'est qu'honorifique, mais avec le soutien de l'Eglise catholique qui fait de la royauté une personne sacrée/, elle accorde à la dynastie capétienne des redevances qu'elle prélève sur ses domaines, la monarchie aura donc un avantage financier. Mais la dynastie capétienne va innover : elle va abolir la vassalité, les autres seigneurs qui sont ses vassaux ne lui doivent plus un soutien militaire, ils sont désarmés et mit à son propre service. Le territoire capétien est, comme un territoire de République, inaliénable.
Au moment de la guerre de 100 ans, un travail juridique est réalisé et différencie domaine royal et privé, le domaine sur lequel il règle n'est pas un domaine qu'il considère comme un territoires

privé. C'est un territoire inaliénable, qu'on ne peut pas amputer, **ex** : au moment où le Roi Anglais pendant la guerre de 100 ans demande comme rançon une partie du territoire, les Etats généraux s'y opposent car le territoire ne peut pas être cédé.

- Le seigneur qui s'impose doit pouvoir prélever des ressources pérennes sur ces sujets pour entretenir son armée. **Une armée permanente nécessite une fiscalité permanente**, c'est un principe qui n'existe pas sous toute la période médiévale, il faut donc imposer de prélever un impôt. Ainsi au début de la lutte les ressources des seigneurs reposent sur ces terres, **la fiscalité permet d'étendre la domination patrimoniale**. Cette fiscalité précède la constitution d'un Etat car il y a le développement d'une bureaucratie sophistiquée qui administre un territoire. Dans un premier temps, les seigneurs ont un pouvoir de prélèvement ponctuel, **ils peuvent demander à leurs sujets de les soutenir et donc, ces prélèvements sont des formes de contrepartie de protection**. Cette idée d'un prélèvement permanent va d'abord susciter des réticences, **ex** : taxe en 1292 où les juristes et le parlement disent que cette demande est contraire à la loi, les fonctionnaires qui sont chargés de les collecter sont chassés. **La guerre va permettre de faire entrer les impôts dans les mœurs**, en France c'est avec la guerre de 100 ans. Une fois les guerres finies la monarchie va tenter de continuer ces prélèvements, et si ça ne marche pas on va utiliser la violence avec la peine de mort pour ceux qui veulent y échapper. Pour Elias on a 2 monopoles, **le monopole de fiscalité induit le monopole de violence**.

2/ Pacification et civilisation des mœurs

- Elias explique que **la concentration des pouvoirs et le monopole de la violence vont modifier les conditions de la vie sociale, surtout les conditions de la compétition pour le prestige social**. Ce n'est plus la force qui fait la position sociale d'un individu, **mais l'instrument de la lutte sociale va devenir la maîtrise de soi**, la capacité à se contrôler. Au début le pouvoir se concentre dans les mains d'un seigneur social en s'organisant autour de **la curialisation**, c'est-à-dire autour de toute la société de la cour. Cette société va produire un modèle de **contrôle pulsionnel** = **ensemble de conduites et style de vies considérées comme distinguées**. C'est ce modèle qui va être diffusé à l'ensemble de la société. Ce modèle repose sur l'idée que les guerriers curialisés ne doivent plus montrer les mêmes qualités que par le passé pour être courtisés. Savoir se battre ne fait plus leur statut, c'est tout un ensemble de qualités émotionnelles, **ex** : capacité d'observation, de calcul. Il doit y avoir un **contrôle de soi important** dans ce système relationnel qu'est la cour, ce système va transformer des « militaires » en courtisans, spécialistes de la maîtrise de leurs comportements et discours. Dans cette cour il y a une **autocontrainte** = **capacité à réprimer ses émotions**. Il y a donc un type de comportement à développer, **ce comportement va réprimer les pulsions et petit à petit, mettre à distance des comportements « naturels »**. La cour est le lieu d'importation d'innovations. Cette capacité devient la marque de l'aristocratie qu'elle revendique comme un comportement qui font d'eux des individus supérieurs socialement. Au moyen âge s'applique la théorie freudienne, avec une application directe de ça dans le moi, et avec le Surmoi qui va contrôler toutes les expressions. On va avoir une généralisation de la nouvelle économie psychique, puisque cette caractéristique de la cour va retirer la crainte de l'agression et donc rendre dysfonctionnel un ensemble de comportements violents.
→ **On passe d'une situation sans autocontrainte à une situation où l'autocontrainte devient la règle**. Celui qui utilise la violence pourrait être sanctionné, les groupes deviennent interdépendants par l'impôt donc aucun groupe n'a intérêt à éliminer un groupe. **Il y a une interdépendance fonctionnelle qui rend l'usage de la violence dysfonctionnel**.
- La cour devient le point de fuite des ambitions individuelles, **le modèle comportemental du courtisan devient le modèle normatif de la personne qui a réussi**. Des individus des couches

sociale en ascension vont adopter les comportements de la cour, lieu d'innovation. La noblesse curiale est le groupe social dominant, **ce modèle sera copié par les couches sociales en ascension et finalement atteindre l'ensemble des couches sociales**. Chez Elias, c'est ce qui crée la dynamique de la civilisation = le fait que les marques de cette noblesse soit copié crée une course aux armements symbolique et une course de maîtrise de soi contente, on va augmenter le niveau de mise à distance de la nature pour s'éloigner des autres classes qui se rapprochent, pour maintenir une distance sociale.

3/ Une théorie eurocentriste

Weber et Elias ont développé l'idée que l'Europe est un modèle pour expliquer l'émergence de comportement civilisé. Mais un ensemble de chercheurs reprochent à Weber et Elias le fait d'avoir fait de l'Europe un modèle.

J. Goody critique le fait qu'ils ne comparent pas avec d'autres aires géographiques, ils affirment une spécificité européenne sans être capable de l'établir réellement. L'Europe n'est une exemple ni en matière de contrôle pulsionnel ni pour la formation de l'Etat, elle n'est **pas assez spécifique, elle n'a pas un statut à part**.

Elias est lui-même mal à l'aise face à sa vision. La Chine a aussi des pratiques civilisées, raffinés, mettant encore + la distance à nature que les européens. Il signale cela dans son livre mais **ne propose pas de comparaison systématique ce qui emmène ses textes à laisser penser que l'Occident est une ère culturelle particulière pour l'Etat et la civilisation**.

Cependant selon Goody de nombreux Etat existent et ont existé en dehors de l'Europe, y compris sur le modèle de monopolisation de la violence, **ex** : Le Japon concentre la violence et ressemble donc aux pays européens, le pays connaît aussi la lutte pour la distinction sociale qui conduit à une civilisation. De même **certaines aires géographiques ont des comportements strictement policés sans l'existence d'un Etat**.

→ **La frontière entre la nature et la civilisation ne passe pas toujours par l'existence d'un Etat**, **ex** : le Ghana ou jusqu'à la colonisation la violence n'était pas centralisée. L'occident n'est pas un modèle parfait en termes de civilisation et d'Etat.

C/ Le partage du monopole : dimensions internationales de « l'Etat-nation »

La formation des Etats impliquent des phénomènes transnationaux, des liens entre des groupes élitaires au-delà des frontières nationales.

1/ La fabrique transnationale des Etats-nations

- Le 19^e S est le moment où **les nations se constituent comme principe effectif du regroupement politique**. A la fin du 19^eS, **le fait d'être français devient un principe d'identification naturel**. Au fil du 19^eS s'établit l'Etat nation. Mais au 19^eS se sont encore des sociétés peu connecté, société de face à face dont les identités sont locales. **Les individus vont intérioriser le principe d'appartenance nationale** au-delà du sentiment d'appartenir à une communauté d'individus que l'on connaissait. A la fin du 19^eS, s'instaure un imaginaire du fait que deux personnes de l'autre bout de la France peuvent se voir quelque chose en commun sans se connaître.
- **Les nations se font de manières transnationale**. D'abord l'invention de la nation se fait de façon « savante » avec différents facteurs (langue, histoire), c'est ce que Thiesse appelle une « **check-list identitaire** ». Les nations vont chercher à répondre à des critères semblables :
 - avoir une langue nationale

-avoir une histoire souveraine

-avoir un territoire nationale qui peut être montré, **ex** : sous la 3^e République, « Le Tour de France de 2 enfants » se vend à 7millions d'exemplaire, il montre la diversité du territoire français qui en fait son unité.

Ces critères sont formés par une internationale savante, des réseaux transnationaux de lettrés, **ex** : les frères Grimm. Ces critères deviendront le fondement des « critères ethnolinguistique » -> **La nation, c'est une langue et une culture commune**. Cela va expliquer comment les cartes d'Europe se redessine tout au long du 20^eS.

On redéfinit des découpages étatiques artificiels des Rois par des découpages naturels, on s'arrête là où il y a des français. C'est la création de **l'Etat nation comme Etat exerçant sa puissance sur un territoire, une unité naturelle**.

Cela permet à un ensemble de groupes nationalistes de critiquer, de dissoudre les grands Empires, **ex** : Autriche-Hongrie, Empire Russe, Empire allemand, Empire Ottoman qui seront minés par le principe des nationalisme.

- **Forte crainte en France après 1870-71** car l'Allemagne revendique l'Alsace-Moselle au nom du critère ethnolinguistique, critère que la France a tant défendu. **La France avance alors un nouveau critère, celui de la volonté**. Mais pendant longtemps domine encore le principe ethnolinguistique
→ L'invention transnationale de la nation repose sur des critères ethnolinguistique.
- **Le principe de nationalité permet de légitimer des interventions militaires**, **ex** : soutient français à l'indépendance grecque en 1821. **Les grandes puissances jouent un rôle centrale d'identification des minorités** dans les grands Empire en décidant après la 1GM de redécouper l'Europe en fonction du principe des nationalités. Des élites nationalistes vont être écoutée au moment de la préparation des Traités qui démantelé les empires européens.
- **La bureaucratie va être au cœur de la rationalisation.**
Un ensemble de technique administrative de « purification ethnique » vont se mettre en place, **ex** : 10% d'alsaciens et mosellan sont transférés en Allemagne; Traité de Lausanne en 1921 qui répartir des populations grecque en dehors de la Turquie.
Les bureaucratie permettent de faire correspondre les populations et les frontières des Etats. Elles vont aussi mettre en place des fils qui vont lier la population d'un Etat à son pouvoir central.
 - Cela repose d'abord sur **des instruments physique avec des réseaux de communication** : presse, chemin de fer.
 - **L'école bureaucratique nationale** va permettre de créer à partir d'espaces culturels divisés des espaces culturels unifiés. C'est elle qui va unifier la pratique linguistique. La maîtrise des codes linguistiques va permettre une distinction sociale. Elle permet aussi de créer une capacité de se représenter le pays qu'est la France
 - **Les Etats Nations vont permettre de donner des droits que les étrangers n'auront pas**, **ex** : aide aux assurances sociales, sécurité sociale. Un ensemble d'emploi seront réservés aux nationaux. **L'identification nationale va passer par de nouvelles technologies** comme les papiers d'identité qui montrent qu'au début du 19^eS le passeport est intérieur permettant de quitter une communauté (ville) vers une autre communauté. **Ces techniques d'identification s'appuient sur un travail de fichage effectué par les administrations** dès le 19^eS. D'abord elle fiche des individus sous son contrôle, **ex** : prisonniers, demandeurs d'asile. Puis ensuite elle va ficher tous les étrangers dans le pays et enfin, les nationaux. On invente les techniques anthropométrique comme la photographie ou les empreintes digitales pour

identifier les individus. On va aussi créer des codes pour définir sous quelles conditions on peut se revendiquer français, ex : **droit du sang** établi sous Napoléon en 1881, c'est le code de la nationalité.

Mais un problème va se poser : la conscription est obligatoire pour 3 ans (service militaire) mais les français avec un père étranger peuvent éviter ce service. On va alors créer **le droit du sol** = si je suis née en France d'un père né en France alors je ne peux pas refuser la nationalité française.

→ L'administration va faire de **l'identification une donnée constatable de + en + bureaucratiquement définie** et qui permettra finalement de **nationaliser les populations**.

➤ **Mais une bureaucratie peut-elle être à l'abri des frontières ?**

La frontière est une convention internationale, la bureaucratie ne peut pas tracer sa frontière comme elle le désire. C'est un objet internationalement codifiée. Ainsi les frontières naturelles sont des idées simple mais en réalité, difficilement délimitable. Les juristes vont mettre des guides en place pour borner les frontières.

Ainsi, le Rhin est certes une frontière mais aussi une autorité internationale géré par une autorité administrative internationale qui permet aux bateaux de circuler d'un pays à l'autre. Finalement les bureaucraties nationales partagent leur autorité afin de régler.

2/ Le partage international des monopoles bureaucratiques

- **Définition** : **Organisation internationale** = Entreprise institutionnelle à direction interétatique permanente, spécialisée et différenciée, chargée de la gestion indirecte de certaines monopoles des Etats (Cohen).

C'est une mise en commun, et **ces unions administratives tout comme les Etats ont un appareil administratif permanent, en charge de faire exécuter les règlements consentis de manière interétatique.**

Ces organisations reposent toujours sur des traités interétatiques disposant d'un bureau de l'exécutif. Les expositions universelles vont être l'occasion de moment de sociabilité ou les services administratifs se rencontrent. Il va y avoir la création de **fonctionnaires internationaux**, mais aussi d'organisations non-gouvernementales internationales. Il y a donc la constitution d'un milieu de personne voulant régler ses problèmes et politiques internationales. Le nombre d'organisations internationales grimpent en 1919 avec la SDN, l'OIT et les ancêtres de l'OMS et l'UNESCO. L'ONU change le mode d'organisation mais conserve le système de la société des nations. Mais c'est aussi l'augmentation des organisations internationales

Besoin d'un pouvoir de normalisation de niveau international pour définir les conditions internationales comme pour le transport, etc. Les administrations vont donc avoir des discussions avec notamment les questions comme :

- Qui fais le standard, car le standard c'est le pouvoir. Il y a donc des internationales techniques qui vont permettre l'unification des marchés et une

-Création de marchés mondiaux, ex : déposer un brevet en France mais qu'il n'est valable qu'en France cela ne sert à rien. On met donc au point un organisme international bureaucratique charger de protéger ce genre de questions (DPI, brevet, droits d'auteur)

-Création à Constantinople d'un Conseil Supérieur de la Santé pour éviter la propagation des épidémies avec des mesures sanitaires, etc.

- Ces organisations sont la **mise en forme de réseaux savants**. L'Union Européenne a **un pouvoir très fort de normalisation**, de capacité à faire s'imposer des normes internationales. Ainsi ce sont des acteurs internationales technocratique qui ont pour objet de créer des standard partagés fonctionnant par consensus entre les Etats. **Ce pouvoir de standardisation repose sur la**

compétence technique, le pouvoir bureaucratique par excellence, ex : chercheurs sur le DPI ont montré que l'essentiel des questions technique en la matière passe au niveau internationale, si bien qu'en dépit de la guerre, les standards nationaux sont maintenus.
Les organisations ont un type de **domination bureaucratique**, ce qui fait d'ailleurs souvent l'objet des critiques qui leur sont adressées.

- Ces bureaucraties ont un **règne technique qui va faire émerger des spécialités de droit international** qui exprime **l'existence de bureaucratie légale-rationnelle internationale**.
- Ces **organisations internationales collaborent mais sont aussi en concurrence**, il y a des dynamiques de monopolisation qui vont se mettre en marche. Ce sont les « écosystèmes » de l'ONU = toutes les organisations internationales dans l'orbite de l'ONU (avant SDN), ex : OMS, OIT. Elles sont **dépendantes de leur siège centrale**.
Georgakakis analyse l'UE sous l'angle de la lutte monopolistique : après 2ndGM de nombreuses organisations sont créés en Europe, ex : Conseil de l'Europe, OECE, CECA, EURATOM, CEE.
Il explique qu'en 1966, les 3 communautés (CEE, Euratom, CECA) vont fusionner leur moyens et leurs exécutifs -> forte bureaucratie au-dessus de toutes les autres organisations qui leur permet de s'imposer face à l'OECE et autres organisations.
→ C'est entre autres ce qui permet à l'UE de s'affirmer comme une puissance internationale.

Conclusion : **On ne peut pas penser l'administration dans un cadre strictement national**, elles sont constitués dans des formes de dialogue, de convergence organisés, il y a des échanges, des circulations entre les différentes bureaucratie. Cela explique qu'on a des formes qui émergent au même moment, ex : Etat-Nation et Etat providence créée par les échanges entre les nations.
Enfin les processus d'unification d'union permette une simplification des rapports interétatiques.

Chapitre 2 : Le gouvernement représentatif, démocratie et élection.

Intro : Le vote est démocratique récemment, son histoire est + vieille que celle de la démocratie moderne. Ce n'est pas naturel de dire que l'expression de l'opinion politique se résume au vote, cette technologie se constitue progressivement avec le développement de l'électeur qui comprend que sa participation à la politique se fait par cette technique standardisée

A/ La civilité électorale : perspectives historiques et socio-historiques

Le vote, technique ancienne, est repensé à partir du 19^{es}.

1/ Les principes de l'élection

Le vote permet de rendre légitime à un pouvoir, de consentir à une domination. Mais le vote permet aussi de fonder un nouveau système pō en rupture avec les traditions des siècles d'avant en matière de domination des responsables politiques.

- **Ce qui est nouveau ce n'est donc pas le vote, ni ces principes**. Il existe bien avant la démocratie. On votait beaucoup à la Rome Antique, au Moyen-Age. Le vote n'est donc pas une rupture dans les techniques de pouvoir, ex : à Rome les Assemblées permettent le vote comme l'Assemblée du peuple qui statut sur des lois grâce au vote. Flaig (historien) explique que ce vote est un rituel, un consensus qui exprime la façon dont on est soumis à une pression sociale. Peu de cas de refus car les dominés consentent à la domination mais aussi car les dominants retirent les lois avant que le peuple les refuse.

Ex : Au Moyen-Age et à l'Époque Moderne (avant Révolution), la société n'est pas démocratique mais le vote est présent. La société acclimata le vote majoritaire et pose des principes parlementaires modernes. On a des rois élus (par des notables). Vote dans certaines villes pour en élire les magistrats, assemblés pour voter la répartition des impôts, vote dans l'ordre pour élire les dirigeants de l'Église, etc. Une mécanique du vote existe et irrigue la France, voir l'Europe. En Italie par exemple il y a beaucoup de Républiques.

Il y a ainsi 2 principes médiévaux :

- Les Assemblées d'Etat généraux
- Le vote majoritaire. Mais la majorité peut tyranniser la minorité.

Qui vote alors ?

Le clergé puisqu'il n'y a pas de transmission héréditaire du pouvoir. Le vote permet de pacifier la compétition politique, les bourgeois urbains peuvent voter. On peut aussi voter dans les corporations de métier. Les femmes et les paysans pauvres ne peuvent pas voter.

- **Ainsi, le système de vote n'est pas lié à la démocratie.** Dès le 18^{es} il va falloir **interpréter le vote pour en faire un facteur du système démocratique.** L'idée qui émerge est de mettre en place un gouvernement représentatif. **Au moment de la Révolution, l'idée de démocratie semble irrationnelle, on y est même opposé.** On veut priver l'aristocratie héréditaire du pouvoir, et permettre aux « meilleurs » d'être au pouvoir grâce à un système d'aristocratie naturelle. Ce sera un gouvernement représentatif, de représentants méritant. Le corps électoral va pouvoir inclure des femmes, si elles sont propriétaires, veuves, chef de famille, ou parce que c'est la règle d'inclure tous les habitants. Le vote va être à la base du partage du pouvoir y compris dans des sociétés monarchies où l'hérédité joue un rôle important. Déjà au moyen âge il y avait des principes : le vote à la majorité (l'accord discordant), le consentement.
→ **Il faut relâcher le lien vote/démocratie.**
- Lors des révolutions du 18^e, les individus ont été éduqués avec le mot « **démocratie** » qui est **tabou**, comme une insulte politique. La démocratie se réfère en effet à Athènes, un système vu comme instable, utopique. **Les révolutionnaires ne se revendiquent pas comme démocrate**, leur vision de la démocratie n'est pas celle que l'on a aujourd'hui, tout simple il ne pense pas démocrate. L'élection demeure néanmoins un bon système de construction d'un nouveau régime politique qu'il n'ont pas forcément le sentiment de construire. Il permet en effet :
 - Développer une technologie ayant un potentiel aristocratique, c'est-à-dire une aristocratie des mérites, des savoirs, des talents. B. Manin dans *Les principes du gouvernement représentatif* va définir cela.
 - Permettre à un groupe aristocratique de disposer du pouvoir de décision politique (souveraineté). C'est eux qui vont exercer le pouvoir de décision et couper le pouvoir de contrôle du peuple. Voir Guéniffey.

1/ Les principes du gouvernement représentatif

Le gouvernement représentatif issu des Révolutions du 18^{es} est **opposé au principe de démocratie et d'hérédité comme transmission du pouvoir.** Ici parler de démocratie c'est dans le sens que les révolutionnaires lui donnaient = que le peuple exerce le pouvoir

Quels sont alors leurs principes ?

- Manin explique que à l'époque **la démocratie était définie sur les bases du régime Athénien**, c'est-à-dire sur 2 piliers principaux qui sont l'Assemblée du peuple (ecclesia) et le tirage au sort. Le peuple, assemblée, délibère dans l'ecclesia et lorsqu'il faut sélectionner qqn, sortir un citoyen pour lui donner une mission, alors on procède au tirage au sort. **Le principe de**

sélection démocratique est le tirage au sort, toutes les fonctions n'étant pas exercé collectivement par les Assemblées vont être confiée par la tirage au sort à des citoyens appelés alors « magistrats ». Sur les 700 magistrats à Athènes, 600 étaient distribués au tirage au sort. Les citoyens tirés au sort vont instruire des dossiers, le suivre, pas de réel pouvoirs de décisions. Les choix décisifs sont réalisés par différentes Assemblées et tribunaux. Cela repose sur le principe démocratique que les prérogatives sont à la disposition du 1^{er} venu : le 1^{er} venu peut proposer une loi à l'Assemblée. Ces magistratures sont collégiales (plusieurs pour 1 dossier) et ont un mandat d'un an. On veut s'organiser contre la constitution d'une élite politique, l'oligarchie, tous les citoyens doivent pouvoir accéder aux magistratures.

- Mais pendant la Révolution, on considère le tirage au sort comme absurde, comme si on confie le pouvoir à des incompetents. Manin note que ces critiques sont très fortes tout au long du 18^e et 19^eS. Pourtant, les règles ne semblaient pas idiot, alors pourquoi avoir choisi ce système considéré comme politiquement efficace ?
 - **Raisons techniques.** Le tirage au sort assure la compétence des magistrats par la collégialité. De même il y a contrôle constant sur les actions des magistrats, ils doivent rendre des comptes à la fin de leur magistrature et même pendant leur magistrature afin de prouver son efficacité. Si le magistrat n'agit pas dans les intérêts d'Athènes, il peut perdre son statut de citoyen ou être retiré de la magistrature. De même, il faut être candidats au tirage au sort, les citoyens qui se sentent incompetents ne vont pas se présenter → Tout cela constitue des limites à l'incompétence
 - **Raisons politiques/morales.** Le tirage au sort offre 2 garanties sans lesquelles le système ne sera pas démocratique. Déjà, il y a une réversibilité parfaite entre celui qui commande et ceux qui obéissent : ceux qui obéissent vont un jour commander et vice versa. On ne peut pas bien commander sans avoir bien obéi, ceux qui commande vont envisager leurs ordres du p.d.v. de ceux qui obéissent. De même il y a une vraie défiance contre l'oligarchie, la politique se doit d'être réalisée par des non politiques, sauf en cas de raisons manifestes, **ex** : chef militaires. La politique est le gouvernement des hommes ordinaires.
- ➔ Des républiques vont utiliser le tirage au sort, **ex** : Venise. Au moment des Révolutions il va être utilisé dans un **certain type de fonction dans le pouvoir judiciaire**. On va utiliser le tirage au sort pour les jurés notamment. De même après la Révolution il sera utilisé mais dans des domaines restreints, le tirage au sort est mis de côté dans l'élaboration de la loi.

2/ Du tirage au sort à l'élection

Pas de long débats sur le tirage au sort, il est juste mis de côté **pour le fait qu'il reflète la démocratie** et pas pour des difficultés techniques par exemple. Fondamentalement, le tirage au sort ne répond pas à 2 qualités que les révolutionnaires recherchaient :

- **L'élection répond au principe de consentement**, ce à quoi le tirage au sort ne répond pas. Or c'est ce principe qui a fait qu'ils sont devenus députés, ils reconduisent le système qui les a élu
- Ils considèrent qu'un **gouvernement des meilleurs**, des talents, c'est le principe de distinction. L'élection permet de créer des représentants distincts de ceux qui les représentent. On ne veut pas de proximité sociale entre représentant et représenté.

→ Néanmoins **le système censitaire n'est pas nécessaire à cette épuration sociale**, en réalité par la nature des choses cette distinction se ferait d'elle-même. L'élection est une ratification de l'identité sociale, on n'élabore pas de programme. De même, on n'a pas l'impression d'avoir besoin de suffrage censitaire (= éligible contre un impôt) car la taille des circonscriptions pourrait faire obstacle à ce qu'une personne « obscure » puisse s'imposer sur la scène électorale, seul les notables pourraient émerger donc pas besoin du suffrage censitaire pour ça. De même il y a des contraintes quant à la perte de revenu généré par le mandat et aux dépenses électorales. Bref, le pouvoir serait mis entre des mains méritantes qui se seraient distingué par l'élection. On met le destin du peuple au main des meilleurs, des plus méritants et pas au main du peuple. Ainsi le tirage au sort ne peut pas assurer que tous ne peuvent pas accéder au pouvoir et que seuls les meilleurs puissent gouverner. C'est une fonction sociologique de l'élection. Il est rare de voir un système électoral qui n'est pas socialement sélectif en général.

B/ La délégation de la souveraineté aux représentants (Guéniffey)

- La question de qui exerce le pouvoir est théorisé sur le mode d'une **dépossession = le peuple crée le souverain mais il n'est pas le souverain**. Ce sont les élus qui délibèrent et décide, c'est le souverain qui a le pouvoir de décision représenté par l'Assemblée d'élus, en aucun cas les électeurs n'entrent dans le processus de décision. Ces représentants sont le symbole du peuple mais sont les seuls à pouvoir délibérer. Cela va avoir des conséquences techniques
 - **Déclarer nuls les mandats de l'ancien régime**, les mandats impératifs reliant les mandants (élus) et les mandataires. Ils doivent accomplir leur mission consigné dans leur mandat et donc, choisit par les électeurs. Ils vont créer les mandats représentatifs selon lesquelles les élus ne sont pas tenus juridiquement par un mandat vis-à-vis de leurs électeurs.
 - **Surtout qu'à cette époque on n'a pas de campagnes, de programme de vote**. Le vote se fait dans l'Assemblée qui choisit. Mais la 3^e République va diffuser des innovations avec la campagne électorale dans lesquels les candidats vont pouvoir défendre leurs candidatures. On tente d'obliger les candidats à faire campagne sur un texte (futur programme), c'est surtout le députés d'extrême gauche qui vont présenter cette mesure qui se rapproche d'un mandat impératif.
 - **L'élection légitime des représentants élus**. Avec Tocqueville dans De la démocratie en Amérique le terme de démocratie représentative va naître et être de plus en plus propagé et trouver un certain consensus. On va ensuite parler de « **révolution démocratique** »

2/ La civilisation électorale des mœurs politiques.

A/ La pacification de la lutte pour le pouvoir

On constate une **dynamique d'ouverture progressive de l'élection** qui sera plus flexible et qui va s'adapter aux sociétés en formation. Ce processus de civilisation est perçu comme tel par les élites, on propose un sens à l'histoire = **passage de la violence à une société de + en + civilisée ou on partage des élites rivales par l'élection** et pas par la révolution, elle transforme la culture politique en donnant un débouché à la protestation. Cette idée va traverser le 19^eS, l'élection est comme le « saint graal » une manière d'assoir le pouvoir et de donner un vrai débouché à ceux qui sont mécontents du gouvernement.

Les bulletins de vote sont comme une **arme de guerre démocratique**. On va organiser des élections pour pacifier la société, permettre aux élites rivales de se réconcilier par la décision du peuple

souverain. L'élection civilise, contrôle la violence -> cette idée accompagne la démocratie du 20^{es} jusqu'à aujourd'hui.

2/ Faire Voter

- **Il faut apprendre à voter et apprendre à faire voter**, les techniques modernes se distinguent des anciennes techniques. Certes il y avait des votes et des élections mais pas telle qu'on ne le connaît pas la modernisation du vote. Avant les techniques employées étaient « **physiques** » et **orales** : acclamations, négociation d'un compromis qui sera la position de l'Assemblée. Le scrutin où on compte les voix restant peu utilisé mais passe par des techniques de cris, de main levés, de déplacement (ceux qui sont favorable à gauche, ceux qui ne le sont pas à droite). Ces techniques ne sont pas des techniques modernes. On va distinguer l'idée qu'il faut donc apprendre à faire voter, la question de l'apprentissage du vote ne concerne pas que les électeurs mais s'impose à ceux qui veulent être élus. A partir du moment où on a ce système électoral, va rapidement naître un métier politique avec des savoirs faire de métier qui se déploient. L'extinction du droit de vote est lié à la professionnalisation politique, cette dernière s'approfondit dès que le vote devient plus universel.
 - Dans un système censitaire à 200 électeurs, les techniques employées sont celles de la **sociabilité notabiliaire**, on va faire la tournée, voir directement les gens, organiser des fêtes et rassemblements. Surtout qu'à cette époque l'Etat et le préfet soutenait les candidats. **La campagne se fait sous la forme de la politesse, de l'influence des réseaux** d'amis, de clergé, de notables.
 - Quand le droit de vote apparaît, la politesse ne suffit plus. La mobilisation électorale va d'abord s'appuyer sur le **clientélisme**, on va entretenir la clientèle, mobiliser les individus dont nous sommes proches, ceux qui travaillent sur nos terres. On va donner des gratifications aux électeurs, **ex** : fête, argent. Mais ce système s'essouffle vite au fur et à mesure que les machines électorales se constituent que sont les premiers partis qui émergent au 19^{es} qui disposent de ressources collectives (et non individuelles), qui vont faire des promesses dans lesquelles les électeurs vont pouvoir se reconnaître. Ce n'est plus la domination des notables mais la domination des partis qui deviennent de la démocratie telle qu'on la connaît aujourd'hui. En effet **les partis vont moderniser la compétition politique**, ils ont des journaux de partis, ils vont promouvoir des programmes politiques, ils vont organiser des meetings, des campagnes d'affichage et de distribution de tracts. Les notables n'auront que 2 solutions : s'organiser ou périr, d'où l'émergence à la suite de partis de candidats de classes sociales plus faibles, des partis de notables plus conservateurs. Même les notables ont besoin de relais, d'un personnel politique, ont besoin de s'organiser pour disposer de techniques d'impression (imprimerie). On entretient plus sa clientèle comme au début du 20^{es}.
 - Au fur et à mesure que les Républicains prennent du poids à la chambre des députés, ils vont invalider des élections basées sur le clientélisme, sur des garanties d'argent. Ce ne sont plus les règles de la compétition électorale. **La compétition électorale** va aussi augmenter les coûts des campagnes clientélistes les rendant moins efficaces, ce qui affaiblit les notables en plus du déclin de la rente foncière (déclin de ceux qui vivent en fonction des revenus de leur terre) ce qui les amène à adopter des **nouvelles manières de faire de la politique**. Cette fin des notables signifie la montée de nouvelles techniques politiques et pas l'adoption des compétiteurs d'une nouvelle lutte électorale. Les professionnels de la politique vont vivre de la politique

C/ L'apprentissage civique

Comment créer ce sentiment de l'importance du vote ?

- **L'école** va permettre d'inculquer aux enfants le respect de l'acte de vote. **L'école républicaine joue un rôle d'inculcation, de socialisation civique** autour des cours de morales avec aussi des mises en scène dans les écoles d'une élection afin de naturaliser le principe du devoir de voter (pas juste un droit).
- De même un **genre littéraire** va être un manuel électoral destiné aux citoyens afin de leur apprendre la bonne manière d'utilisation du bulletin de vote, il y a un « **savoir voter** », des bonnes manières de voter. De plus, **la presse à grand tirage**, les journaux ont des tirages de plus de 7 millions de quotidiens pour le Petit Journal, la presse est très diffusée et permet de jouer un rôle dans l'importance du vote en **dramatisant l'importance de l'élection**, mettant en scène les enjeux de participation à un scrutin. On va accrédiiter l'idée que tous les citoyens ont leur rôle dans l'élection et qu'un bulletin de vote peut changer un gouvernement
- Enfin, **l'église catholique** va jouer son propre rôle. Elle peut apparaitre comme une force réactionnaire liée à la monarchie plutôt qu'à la monarchie, mais en réalité elle a été l'une des + puissantes instances de socialisation au vote. En France, en Allemagne l'église catholique va être la cible du pouvoir, un pouvoir qui dévient anticlérical, tout comme en Allemagne ou le pouvoir de Bismarck va mener une lutte culturel contre l'église catholique. La réponse de l'église va être de **mobiliser ses fidèles**, elle va rendre le vote important = le fait de bien voter peut envoyer au paradis, il devient un enjeu du futur, plus seulement un enjeu du moment. La parole des autorités religieuses devient importante, un vecteur décisif de la mobilisation électorale. On sait aussi que l'église a intégré dans **les cours de catéchisme** une instruction civique. Le clergé va ainsi participer à la socialisation politique des enfants en les utilisant afin d'avoir une influence sur les parents. De même, les membres du clergé vont avoir une importance afin d'effectuer le travail de mobilisation électorale en allant au contact des électeurs, en organisant des réunions, en rappelant la date du vote. C'est notamment les membres féminins du clergé (2/3 des membres du clergé) qui vont jouer un rôle, elles ont une mission qui est de protéger le pays contre le déclin et d'appeler leur mari à voter contre les hommes de bien.
→ **L'église mobilise les femmes à un moment où elles n'ont pas le droit de vote !** La figure typique du militantisme catholique sont les femmes, qui ne peuvent même pas voter.
- On va aussi **apprendre la technique du vote à part entière**. Le vote se réalisent par des bulletins écrits engendre des questions de populations analphabètes. Comment se procurer des bulletins, comment l'écrire, comment savoir qu'écrire un seul nom c'est suffisant pour avoir voté, avoir donner son opinion. L'opinion politique se réduit à l'expression d'un nom, rien d'autre car d'autres marques annulent le bulletin.
 - Ainsi un nombre importants de **bulletins seront annulés** car ils ne se limitent pas à un nom, souvent on signait les bulletins. Mais l'opinion est maintenant anonyme, on donne notre opinion sans expliquer pourquoi. Beaucoup de bulletins sont aussi inscrits des raisons pour lesquels on choisit de voter pour ce candidat. Les gens ont dû apprendre à contrefaire leur opinion sous **une forme standardisée et vide**.
 - Ce processus d'apprentissage **n'est pas linéaire**, il y a eu longtemps des **scènes de violence** au niveau du processus électoral, allant des violences physiques mais surtout, en règle générale, des violences traditionnelles qui prennent la forme des charivaris, càd une sorte de défilé ou on prend à parti un candidat. Il y a donc des contentieux autour des menaces, des

intimidations autour des candidats. Mais l'apprentissage de la politique c'est dissocier l'espace politique du reste des interactions sociales.

3/ La naturalisation des principes des élections modernes.

La clôture de l'apprentissage c'est quand les éléments appris deviennent naturels, ils ne seront plus remis en cause.

Ainsi, les objets de l'élection vont incarner le vote, ils vont routiniser le vote et permettre de représenter la République tout en simplifiant le vote. Ils vont être sacralisés, protégés.

- **L'urne électorale** est la **représentation iconographique du suffrage**. Elle fait l'objet de représentation et est en cesse travaillée. Tout au long des époques, elle change de forme et va être standardisé : elle ne sera plus dès 1850 un simple chapeau ou un tiroir, c'est contraire à la **dignité de l'acte de vote**. La boîte qui recueille les bulletins représentent la dignité de l'acte de vote. On va sélectionner des boîtes en bois afin de diviser l'espace du bureau de vote et de l'urne, l'espace dans lequel se joue le destin de la nation. Elles sont donc opaques. Le président du bureau de vote incarne presque un prêtre. Dans les 70's, on opte pour des boîtes en plexiglas avec l'idée dominante de la **transparence du processus électoral**. A partir du début du XXe siècle l'urne va devenir un **objet pour les luttes féministes**, elles vont prendre d'assaut des bureaux de votes pour y introduire des bulletins ou détruire les urnes. Cela marque le très fort lien entre cet objet et le principe du pouvoir populaire.
- **Principe du suffrage universel**. Il se naturalise au fil du 19^e et 20^e S. Instauré par la 2^e République en 1848 mais pas sans **être contesté**, car le fait que tous puissent participer au vote (hommes de plus de 21 ans) et donc décider de l'intérêt de la nation est quelque chose de relativement **contre intuitif dans des sociétés hiérarchisées**. Le principe de donner à l'ensemble des électeurs fait l'objet de **multiples contestations**, on dénonce l'électeur incompetent des classes populaires qui va être représenté de manière systématique comme alcoolique et dangereux. On estime que ces électeurs ne devraient pas prendre part à l'activité électorale.
Ce principe se laisse voir y compris pour le **droit de vote des femmes**. Mais ce droit de vote va être contesté, **ex** : En Suisse, la politisation des femmes est comparé à leur masculinisation et leur corruption. Ce qui va être la version moderne de la critique du suffrage universel est l'idée que **les partis font du mal**, il s'agit de protéger les femmes du danger que représente la classe politique elle-même. C'est une grande transformation qui va s'opérer essentiellement au début du XXème siècle et qui va culminer dans les années 1930 en France, il ne s'agit pas de priver les femmes du vote mais de **priver les classes politiques corrompues de la capacité de leur faire du mal**. On a un **basculement de la critique** de la démocratie où les grandes contestations relatives aux classes universelles se retournent, on ne conteste plus le suffrage universel lui-même mais son effet dans la **constitution d'une classe politique qui est moralement corrompue**.

Conclusion : Le lien entre le vote et la démocratie est un **lien qui ne s'établit pas spontanément** car à la fin du XVIIIème la démocratie est encore liée au tirage au sort. Ce n'est qu'au XIXème qu'on redéfinit la démocratie en la liant au vote et au suffrage, on va progressivement définir le régime de la **démocratie représentative**. A plein d'égard ce n'est pas une théorie mise en pratique mais une pratique théorisée. Le vote est une pratique de désignation courante sous l'ancien régime et qui se voit certains attribué certains de ses traits modernes dès le moyen-âge, le régime moderne emprunte donc des éléments à l'Ancien Régime.

B / L'individualisation du geste électoral

Le vote jusqu'au début XXème se représente en foule car c'est comme cela qu'il s'exerce. Il y'a un travail d'invention de technologies qui va **casser cette activité collective pour en faire théoriquement une activité individuelle**. Mais rien ne peut être universel, il faut donc définir les limites du corps électoral qu'elles soient formelles, juridiques ou informelles (pratique).

1/ «Un homme, une voix »

A/ Les frontières du corps électoral

- **Ce principe a mis du temps à s'imposer** comme une évidence, comme le signale K. Marx, les révolutions du XVIIIe ne coïncident pas avec une extension du droit de suffrage mais avec sa restriction au suffrage censitaire. En 1792 on va avoir la première application d'un suffrage masculin non censitaire, néanmoins il pose une condition de domiciliation, de revenu, de domesticité. Mais surtout c'est un **suffrage à degré**, les assemblées primaires vont se réunir sur **plusieurs jours** elles vont aussi exclure les personnes ne pouvant pas rester plusieurs jours pour s'adonner aux travaux de ces assemblées primaires. Sur 7 millions de personnes juridiquement électrices, on ne va avoir que 700 000 participants. Dans ce mode de suffrage là, les femmes, esclaves ne participent évidemment pas.
- Cependant il faut considérer qu'à cette époque révolutionnaire, **les pratiques héritées de l'Ancien Régime n'ont pas disparues**. Les femmes ne sont pas exclues de toute participation aux assemblées primaires, elles participent par exemple aux assemblées primaires qui répartissent les biens communaux. Lorsque les assemblées se réuniront pour la Constitution, les femmes participeront aux discussions. Ca n'est que **progressivement que les femmes vont se retrouver privées de leur statut politique**. Pour certains Etats américains et en France on a d'abord une pratique ouverte et par exemple jusqu'en 1807 dans le New-Jersey les femmes et anciens esclaves avaient le droit de vote. Il va y avoir un changement de la qualité politique des esclaves et des femmes. Dans la définition même du corps électoral, il y'a **deux restrictions** :

➤ **Les suffrages censitaires**. **La restriction suit la ligne de la fortune** et elle est intentionnelle. Les critères qui mesurent la fortune sont des niveaux d'impôt sur le revenu, la propriété ou certains types de propriété. Si on prend un cens basé sur la rente foncière on avantage les aristocrates mais si on le base sur le capital industriel on avantage les bourgeois. Ce système a été appliqué dans **toutes les démocraties naissantes** et pour la France jusqu'à la révolution de 1848. Sous la monarchie de Juillet on a un nombre d'électeurs très restreints, la plupart des collèges électoraux comprennent moins de 600 électeurs et une grande partie n'en comprennent pas 200. Ces systèmes verrouillés vont expliquer **la contestation des couches aisées intellectuelles sur ce suffrage extrêmement restreint**, c'est la première revendication portée par les républicains.

➤ **Les suffrages capacitaires**. Ce n'est plus le niveau de fortune qui va être mesuré mais un **critère de compétence** qui va être mesuré par un diplôme, un test. Les suffrages capacitaires sont **moins répandus que les censitaires**, ils ont pris part au XXème siècle aux USA et en France à travers la pratique du bulletin autographe sous la monarchie de Juillet.

- De même, ces méthodes de restrictions sont classées en **3 grands ensembles** :
 - Une restriction sur une **définition formelle du corps électoral**. Ce sont des principes généraux comme le principe de nationalité, d'âge, de sexe, race, les caractéristiques d'être.

- Il y'a aussi **le principe d'être sur la liste électoral** et donc de remplir les conditions pour être sur cette liste. Les conditions d'inscription sur les listes électorales sont souvent faites pour **remplacer des conditions qu'on ne peut plus dire** par exemple sur l'exclusion des noirs qu'on remplace par des tests d'alphabétisation et de logique. On a des effets équivalents à l'exclusion de certains groupes sociaux. Souvent ces **restrictions ne sont pas intentionnelles** ou alors on ne pense pas à certains groupes comme les SDF ou les nomades.
- Enfin il y'a des **restrictions informelles** qui vont rendre **l'acte de vote plus compliqué** comme être inscrit ou vote dans le lieu où on est inscrit sur les listes rend le vote compliqué qui ont déménagé ou qui n'ont pas pensé à s'inscrire à sa nouvelle domiciliation. En France cela va expliquer en partie la **non-participation des classes populaires** qui sont plus mal inscrites que les catégories supérieure. De la même manière avoir des bulletins imprimés rend pour les personnes aveugle l'exercice de l'acte de vote très difficile. On appelle cela le cens caché des suffrages capacitaires.
- Il faut ajouter à ces questions qu'il existe un **ensemble de techniques pour manipuler le poids électoral** des diverses catégories d'électeur. De faire en sorte que **tout le monde ne pèse pas la même chose même si tout le monde peut voter**. C'est à travers les conditions d'exercice du droit de vote ou d'accorder à certains citoyens plusieurs voix.
En France, on a 67 millions d'habitants et 45 millions d'électeurs càd 22 millions d'habitants en France qui ne sont pas électeurs. Il y'a une **partie qui est exclue formellement et une partie qui est l'électorat potentiel non inscrit sur les listes électorales**. Dans certains endroits on a des proportions significativement supérieures, en Guyane on a 1/3 de la population inscrite sur les listes électorales et dans des villes populaires comme Saint-Denis on a 40 000 électeurs sur 100 000 habitants. On voit que ce tiers de la population qui n'est pas sur les listes peut être une partie plus importante de la population selon les endroits considérés.

Les principes d'exclusion du vote :

- La première contestation de l'exclusion est celle qui **oppose les humains et les non humains**, on l'exclusion **de tout un ensemble qui sont privés de droits politiques**. Cette contestation va se trouver dans un ensemble d'œuvres philosophiques, l'idée de ces thèses est de dire que **l'agentivité démocratique est basée sur la raison**, cela exclu des êtres qui sans être capables d'argumenter ont une subjectivité et donc des intérêts. On retrouve dans un ensemble de textes des manières de représenter les intérêts de ces non-humains, ne faut-il pas utiliser d'autres techniques que le vote ou donner à certains humains la capacité de représenter des animaux ?
- Le deuxième élément de contestation est **la frontière d'âge**, c'est un élément de raison qui change dans le temps. On a là aussi des théoriciens qui vont demander **d'abolir ce critère d'âge** et d'accorder le droit de vote avec l'idée que les enfants vont être le plus durablement impactés par les décisions politiques. Cette idée du droit de vote à la naissance s'exprimerait dans une pondération supérieure dans les voix des parents et ce sont des propositions défendues dans des pays dont la population est vieillissante comme au Japon ou dans des groupes plus restreints en Allemagne.
- Une troisième restriction est la **nationalité**, c'est un principe qui vaut dans certains pays où le droit de vote est réservé. Il y'a un **contrebalancement avec la durée de résidence dans le pays concerné**. Ce critère de nationalité ne va **s'imposer que progressivement** puisque les sociétés ne se nationalisent elles-mêmes que progressivement. Dans un pays comme les USA, le critère de citoyenneté est lié à la résidence jusqu'aux années

1920. Aujourd'hui on peut habiter en France et ne pas pouvoir y voter et ne pas habiter en France et pouvoir y voter, on a donc une **logique de nationalité**. Cette logique de nationalité est dans certains cas existante mais contrebalancée, c'est le cas pour certains empires coloniaux comme l'empire portugais où on a des statuts dérogatoires. **Dans certains pays il y'a une déconnexion entre la citoyenneté et la nationalité**, dans ce qu'il reste des grands empires multinationaux, la citoyenneté n'est liée à la nationalité puisque plusieurs nationalités existent sur le même territoire.

- Un autre principe du fait de **jouir de ses droits civiques**, c'est le critère de raison qui va jouer. Certaines infractions **pénales peuvent être punies par la privation des droits civiques**, c'est une manière pour la société de marquer l'indignité qu'elle attache à ces infractions. Pendant longtemps la privation des droits civiques était automatique, désormais c'est une **peine supplémentaire qui peut être prononcée par le juge** même si on sait que la participation électorale des prisonniers est extrêmement faible voire nulle. Parmi les gens privés de droits civiques il y'a aussi des **gens sous tutelle** qui jusque 2007 étaient privés de droit de vote et aujourd'hui peuvent se voir reconnaître le droit de vote par un juge.

- Parmi les autres critères on a le **sexe, les professions, la religion, des critères ethniques** qui ont joué presque pour tous les pays,

Exemple

Après le 15^{ème} amendement en 1870 aux USA, on va avoir des mesures pour défavoriser les noirs comme le critère du grand-père, la mise en place d'une taxe électorale ou la déchéance des droits civiques. Ces trois critères vont agir pour réduire le pouvoir électoral des noirs de la même manière que les tests de compétence qui vont être utilisés jusqu'aux années 1960. Dans certains Etats du Sud, dans les années 1960, on a encore une population noire qui n'a quasi aucun droit de vote, c'est ça qui va mener à la dimension politique des droits civiques avec le 34^{ème} amendement en 1964 et la loi sur le droit du vote en 1965 qui va mettre la législation des droits du Sud sous la supervision de WDC. Aujourd'hui on a toujours une participation électorale plus faible chez les noirs américains, ce phénomène s'accroît ces dernières années à cause d'un ensemble de critères qui vont venir défavoriser les noirs dans la participation électorale. La Cour Suprême a rapporté les éléments sur la loi sur le droit de vote de 1965, elle a estimé qu'il n'y avait pas de raison de maintenir une suspicion éternelle.

Un ensemble de dispositions vont venir frapper plus spécifiquement les noirs, 3 sont mentionnées par les politistes.

-La déchéance des droits civiques va venir frapper spécifiquement les populations noires. Dans 11 Etats du sud, des délits vont être assortis de cette peine de privation.

-La demande de documents d'identité avec photographie dans un pays sans carte d'identité obligatoire et où l'un des documents les plus utilisés est la carte d'assurance sociale qui n'a pas de photographie. Cela frappe les populations les plus pauvres et donc tendanciellement les noirs qui rend plus difficile leur inscription.

-Depuis 2013 l'installation des bureaux de vote se fait à l'écart des lieux de résidence des populations noires. Dans certains quartiers il va falloir faire plus de 30km pour accéder au bureau de vote.

- ➔ **On voit bien qu'il y'a des manières d'approximer un effet similaire à la race sans avoir besoin de dire qu'on veut priver les noirs du droit de vote.**

Exemple

En France des effets vont aussi défavoriser certaines catégories d'électeurs :

Si on est SDF ou non sédentaire il est plus difficile de s'inscrire, du fait de la **temporalité et la procédure administrative de l'inscription**. L'inscription sur les listes électorales se fait avant le 31 décembre de l'année qui précède l'élection et donc va défavoriser ceux qui ne sauraient pas qu'il y'a des élections pour l'année prochaine. Il faut s'inscrire avant que la campagne officielle ait commencé. La procédure administrative rend plus complexe le rapport à l'inscription pour ceux qui ont un rapport difficile avec l'administration.

Ainsi, si on prend les statistiques, **10% des ouvriers sont inscrits sur des listes qui ne sont pas celles de leur domicile contre 2,5% des cadres**. Ce sont ces 10% qui marquent le plus de différence avec le comportement moyen. Cette corrélation explique que la législation a été changée en 2015, il devrait y avoir la mise en place d'une liste électorale unique qui serait fermée 6 semaines avant l'échéance électorale.

Néanmoins, s'il est répété que les USA sont une démocratie de l'abstention, appuyé sur les taux d'abstention aux USA, il faut bien comprendre que **le taux d'abstention aux USA n'est pas calculé comme en France**. Il est calculé sur l'électorat potentiel et non pas sur les inscrits, ce qui fait plus de personnes. Si on veut comparer les taux d'abstention il faut diminuer le taux de participation en France d'une dizaine de points.

Il y'a des électeurs qui ne **peuvent pas exécuter matériellement l'acte de vote**, pendant longtemps c'était la question de l'accessibilité du bureau de vote. Mais aussi pour toutes les personnes qui ont un handicap et qui trouvent que l'acte de vote n'est pas fait pour eux avec les personnes de petite taille ou les personnes aveugles. **L'acte de vote est donc pensé pour les personnes pouvant voter, il est donc capacitiste.**

B / Vote singulier, vote plural

Les personnes dans le corps électoral ne sont **pas forcément toutes égales**. **Tout votant n'a pas le même poids**. Si 1 homme = 1 voix, ce principe n'est pas évident et ne s'impose pas directement dans le système démocratique.

Certes l'idée d'égalité est politique, mais avant elle était contre-intuitive, les sociétés européennes du 19^e étant **très hiérarchisées**.

Des techniques vont voir le jour afin de donner plus de pouvoirs à certains citoyens, et moins à d'autres.

- Certains systèmes électoraux **vont proportionner le poids électoral des individus à leur poids social**. Cela crée des **catégories passives et actives** de citoyens (et ce fût le système de la Révolution et le système impérial) Les actifs participent aux élections, **ex** : en France, les citoyens des pays colonisés n'avaient pas le droit de vote. On distinguait la nationalité de la citoyenneté.
- Certains systèmes organisent **le vote par collège**, **ex** : système Prussien jusqu'en 1918, où 3 collèges envoient le même nombre de représentants dans l'Assemblée de Prusse, ces collèges étant composés en fonction des niveaux de richesse. Ainsi, le collège réunissant les populations riches était bien moins rempli que le collège réunissant les populations pauvres, et pourtant ils devaient envoyer le même nombre de représentants. C'est aussi ce système que la France coloniale d'après 1945 va adopter en accordant plus de poids au collège métropolitain et moins au collège des colonies, pour ne pas « faire de la France la colonie des colonies ». C'est une **pondération**.
- Il y aussi le **système des votes à degré**. Les catégories les moins riches vont s'évaporer à cause **du suffrage censitaire**, les **conditions du cens augmentant avec le degré d'importance**

de l'élection. Plus l'élection est importante, plus le cens est lourd et excluant pour les populations populaires.

- De même, le **découpage électoral** permet de diminuer le poids de certains électors. On appelle cela le « **gerrymandering** » = il s'agit de **concentrer l'ensemble d'un électorat sur une circonscription**, ex : circonscription démocrate aux USA permet de concentrer le vote pour le candidat démocrate. Cela permet de diminuer le poids politique d'un type d'électorat en minorité dans la circonscription.
- **Système de vote plural** attribue directement à une catégorie d'électeur plus de voix qu'à une autre. On **pondère le poids électoral des personnes en fonction de leur poids social**, ex : 1918 en Grande-Bretagne, les voix des universitaires sont doublées. Les cas les plus fréquents sont les suffrages familialiste, où on pondère le poids de l'électeur en fonction de s'il est ou non chef de famille, ex : Belgique à la fin du 19^eS, défendu en France dans les années 1910 par les associations familiale catholique et les associations républicaines luttant contre le déclin démographique -> politique nataliste pour inciter à enfanter. Cela indique que les seuls électeurs avec des enfants ont une plus grande utilité social, d'où leur poids électoral.
Cela fait écho aux **débats actuels qui peuvent exister**, ex : Japon, Allemagne où on veut donner le droit de vote aux enfants dès la naissance.
D'autres arguments sont avancés pour justifier ce vote : l'utilité social, un célibataire ne pense pas autant à l'intérêt de la nation qu'un père de famille.
Le scrutin familialiste est aussi **mobilisé par des associations féministes**, ex : Suffragettes. Ces associations voient dans cette proposition une manière de commencer à promouvoir le vote des femmes : 1 voix supplémentaire à un homme car il a une fille, c'est accepter l'idée que les femmes peuvent participer aux élections. C'est une **vision progressiste de ce suffrage**.
Au contraire **les associations conservatrice** estiment que donner un poids plus important au vote du chef de famille permet de **limiter le poids du vote des femmes qu'elles vont acquérir**.
- **La question du droit de vote des femmes** est une conception ancienne du droit de vote qu'est le vote familial. Celui-ci **dépend de la façon dont on définit un électeur**. Certes, entre 1790 et 1944, on peut se dire que le statut des femmes dans le corps électoral n'a pas changé dans la mesure où celles-ci n'ont pas eu le droit de vote. Cela est à nuancer :
 - Les femmes en 1790 siègent dans certaines Assemblées où elles votent. Elles ne sont pas exclues immédiatement. De même, dans certains Etats américains, les femmes ont le droit de vote.
 - Le suffrage censitaire rend électeur des individus en fonction de leur niveau de revenu. Mais du coup, **sur quelle base calculer le niveau d'impôt** ? A. Verguis dans *Le cens de la famille* montre que le calcul du cens électoral inclut les femmes : **une femme peut rendre un homme électeur alors que par son propre revenu il ne le serait pas**. En effet, une veuve qui a un fils et qui dispose de ses propres revenus peut rendre son fils censitaire, une épouse avec un patrimoine propre doit rendre son mari censitaire.
→ Les femmes ne sont **pas totalement exclus de ce suffrage**. Croire que les femmes ont été exclues est une erreur de lecture car on pense que le vote est un droit individuel tandis que dans le contexte ancien, c'est **un droit collectif** exercé par la famille représentée par son chef (l'homme). **Le vote est familial**.
 - A. Verguis signale que la vraie **rupture en termes de matière électoral est 1848** car le **vote est individualisé** aux hommes, on attribue autant de voix qu'il y a d'homme, le vote n'est plus familial. On crée un suffrage universel mais cela exclut encore plus les

femmes, on se base sur le fait qu'elles n'ont **pas de raison donc pas de vote**. Cela coïncide avec l'apparition des **premières revendications féministes sur le vote**.

2/ Vote, contexte et technologies électorales

A/ Du vote communautaire...

Il va avoir **une transformation de la conception de l'élection** qui s'exprime dans l'installation de nouvelles technologies qui modifient les pratiques de vote.

- **Le vote au 19^e siècle** est un vote qui se **réalise collectivement** car au moment de la Révolution le modèle électoral est celui des assemblées. Pour organiser des élections on va convoquer ces assemblées. Le **vote se fait en commun**, d'abord à l'oral jusqu'en 1795, puis par une **introduction progressive du bulletin** en France. Dans d'autres pays, le vote oral (acclamation) ou physique (lever la main) reste présent.
Cette action de groupe se voit également dans la manière dont on décrit le vote au 19^e S, **ex** : le village se déplace ensemble jusqu'au bureau de vote. La presse va décrire ainsi l'exercice du suffrage, comme collectif. Cela peut créer des affrontements entre les villages.
Les individus ne sont pas les sujets matériels du vote, c'est la communauté qui l'est. L'activité de vote n'est **pas autonome des autres activités sociale**, le **politique prolonge l'identité sociale des individus**. Les résultats d'élections sont unanimes, la division étant vu comme pathologique. **Le sujet politique est un groupe**.
- Ce qui explique le **fort conservatisme** de l'électorat français ce sont les votes qui se font en faveur des élites sociales. Il y a un **contrôle des tutelles sociales** des maires, curés, notables qui s'exercent sur les individus. Le **vote est communautaire**, tend vers l'unanimité mais **contrôlé socialement**. **Le vote ajd rompt les relations entre notables et électeurs et individualise le vote**

B/ ... au vote individualisé : l'apport de l'analyse des technologies électorales

- Les techniques différentes selon les pays, en France on a un bulletin avec un seul nom, d'autres pays donnent des listes à cocher, des documents électoraux lourds, des machines à voter. Mais tous ces systèmes ont un **point commun = leur but est garantir le secret du vote afin que le vote ne soit pas contrôlé**. Pourquoi mettre ses technologies en place ?
 - C'est un **mouvement global** qui se produit. Les spécialistes du vote savent ce qui se fait dans les autres pays, donc il y a des **circulations de technologies**, **ex** : le vote par isoloir est issu de l'Australie. Il y a un réseau de fabrication du vote, le vote fonctionne par des **réseaux transnationaux**
 - Des **actions électorales sont définies comme déviantes**. Les techniques de clientélisme et de l'évergétisme électoral sont réprimés. Le système clientélaire implique qu'un « patron » propose des bénéfices aux électeurs en échange de leur vote. L'évergétisme, plus large, est un système de « don politique » qui peut être monétaire, **ex** : distribuer des pièces aux enfants, ou matériels, **ex** : organisation de fêtes avec distribution d'alcool aux électeurs. Par le fait d'être riche, de se mettre en capacité de donner, on peut contrôler le vote des électeurs.
Mais une **transformation normative au début du 20^eS** se voit dans la **montée de sanctions** envers ceux qui utilisent ces techniques clientélistes et d'évergétismes. Dans certains pays, il y a des **contentieux administratifs** autour de l'élection engendrée par

des techniques illégales d'autres candidats. En France, la Chambre des députés met en place cette technique de moralisation dès 1880 en invalidant des candidats du fait qu'ils ont distribué de l'argent ou de l'alcool aux électeurs.

→ Progressivement, **la compétition électorale devient idéologique** et plus une compétition matérielle.

- Des **technique de l'influence électorale** vont s'exercer à l'abord et dans les bureaux de vote. Cela va créer des contentieux juridiques. I. Mares montre que pour contrôler le vote il y a différents instruments :
 - La table des patrons** : permet de contrôler le bulletin que les individus ont en main, qui va leur être distribué par les candidats, et le bulletin est remis au président du bureau de vote qui peut opérer un dernier contrôle. Le président du bureau de vote peut **retirer des bulletins qu'ils considèrent comme invalides**.
 - Par **la liste d'émargement** on peut chercher les individus qui ont participé au clientélisme pour qu'ils participent à l'élection.
 - Technique d'influence en amont** en demandant à certains individus de ne pas se déplacer, parfois avec des menaces, **ex** : menaces envers les ouvriers socialistes. **Forte pression** qui peut être exercée sur les ouvriers plus une région est industrialisée. **Une région qui concentre beaucoup d'entreprises va connaître de nombreux contentieux** juridiques. Cette **pression s'exerce aussi sur les fonctionnaires**, soumis à une obligation de produire un vote conforme dans un contexte où leur carrière est contrôlée politiquement.
 - La police peut confisquer les bulletins de l'opposition**.

- Parce que **le vote est visible**, la pression sur les électeurs est possible. Mais avec la **montée des partis**, on va chercher à diminuer ces instruments de pression. C'est aussi un **moyen de fragiliser la concurrence notabiliaire**. Il va y avoir un mouvement de réforme qui délégitime les techniques clientélares. Ce mouvement est général dans les démocraties à la fin du 19^eS et début du 20^e.

- La France **est tardive dans l'introduction de ces technologies**. En effet, en 1795, la France a un bulletin écrit, son caractère public est moins visible. Elle va mettre plus de temps à adopter les 3 instruments garantissant le secret du vote :
 - Le bulletin uniforme**
 - L'enveloppe**
 - L'isoloir**

- **L'isoloir** est depuis 1857 né en Australie. Il naît pour régler le problème que les élections connaissent des violences. On espère par cela **diminuer la violence électorale**. Ainsi, quand les autres pays introduisent l'isoloir, ils le nomment « **vote à l'australienne** ». Ce système est adopté plus ou moins rapidement selon les pays, et engendre divers débats, **ex** : 1890 les Etats-Unis, 1903 l'Allemagne pour fragiliser l'électorat social-démocrate, vu comme un vote de communauté.

En France, cela engendre de **forts débats avec des oppositions importantes** qui montrent l'épuisement de la conception collective du vote. Pour les opposants :

- Le vote c'est **la marque de la collectivité**, l'isoloir coupe l'individu de son milieu social et engendre de la trahison. L'individu n'exprime pas une opinion individuelle mais une **identité collective dans son vote**.
- De même, pour eux, c'est de l'honneur d'assumer son vote. **L'isoloir = déshonneur**.
- **Influencer l'électeur, c'est un droit**. Surtout présent en Allemagne. Pour certains juristes, influencer un électeur c'est le jeu électoral.

→ **La conception collective du vote à ses défenseurs.** Mais en France, la chambre des députés va finir par adopter les instruments de privatisation du vote. Ces technologies ne sont pas qu'un simple ajout, cela **change toute une conception du vote** : le vote s'individualise par l'imposition d'une nouvelle pratique du vote dans l'idéologie que **l'électeur rationnel** peut arbitrer entre différentes sensibilités politique. L'électeur choisit le meilleur programme, il ne valide pas sa tutelle sociale.

L'isoloir ne **suffit cependant pas à désocialiser les individus**, on n'arrête pas à tous les endroits de voter par intérêt. **Le vote devient individuel, miroir d'une opinion sincère.**

Conclusion chapitre

Le passé, c'est notre héritage. Il a **construit notre acte de vote contemporain**, peu de choses ont joué depuis 1913. C'est le fondement de notre conception de l'électeur. On peut voir des bifurcations qu'a suivit le vote, avec des réalités écartées avec le temps. C'est car le passé informe le présent qu'il faut le traiter pour comprendre le vote.

L'idée d'un **électeur éclairé** qui **arbitre entre les programmes** est la **base de la démocratie** selon la science politique (surtout américaine).

Lier l'élection et la démocratie c'est un bricolage, la démocratie est surtout une manière de théoriser des pratiques qui se sont mis à exister, des pratiques tardives qui **seront théorisées dans la démocratie représentative**. Aujourd'hui la montée du « populisme » permet de voir que la manière d'inventer le vote pour dégager une élite engendre des débats, face à un **appauvrissement de la démocratie représentative qui ne donne pas le pouvoir à n'importe qui dans le peuple**.

Le vote semble donc s'inscrire dans la démocratie, mais la démocratie ne se réduit pas à la sélection des gouvernants.

Finalement, on a vu comment le geste électoral contemporain est un héritage du passé, mais il reste à s'interroger sur la façon dont on utilise le bulletin. Comment choisit-on un candidat plutôt qu'un autre ? **Il faut analyser le vote et ses logiques.**

Chapitre 3 : Les fondements de la science électorale.

Intro : Qu'est ce qui fonde l'analyse électorale ? Comment se met au point 2 systèmes d'explications du vote que sont **le vote comme résultat de clivage sociaux** ou **résultat des enjeux politiques** ? Soit on analyse les logiques sociales du vote, soit on analyse les logiques d'arbitrage d'enjeux politique du vote.

On a une mise en place de façons scientifiques d'études des phénomènes électoraux, liés à des institutions et de grandes questions orientant les travaux de recherche. On passe d'une cartographie générale collective au sondage individualisé.

1/ Le vote en contexte : la cartographie électorale « à la Siegfried »

Intro :

: « *Le granite vote à droite, le calcaire vote à gauche* »

Il dresse un tableau du vote en France de l'ouest. Siegfried superpose des cartes qui montrent qu'il y a une corrélation entre le territoire graniteux conservateur et le territoire calcaire républicain. A travers cela, Siegfried tente de déterminer les variables explicatives du vote, et c'est le 1^{er} à le faire donc il n'a aucune base sur lesquelles partir.

Son travail est **l'acte de naissance de l'analyse électorale**.

Le texte de Siegfried est assez paradoxal. On le connaît surtout pour ces travaux de géographies, alors que de son vivant c'était l'inverse, il **était connu pour ses recherches sur la culture Anglo saxonne**. Son livre *La France de l'Ouest* ne s'est vendu qu'à 800 exemplaires et était vu comme un **manuel électoral à destination de candidats**. Il ne devient qu'œuvre capital de la science politique qu'après la 2ndGM. Mais comment cela se fait-il ?

A/ Siegfried en contextes.

- Il naît en 1875 à l'est, c'est un **notable**, son père est le député maire du Havre. Il a étudié à l'école libre de science politique et va y enseigner car sa famille donne son appui financier à l'école. Sa carrière se fait surtout pour ses travaux sur les USA et la Grande-Bretagne qui le font élire au Collège de France, sur **une chaire de géographie-économique** en 1933. Il vit la Seconde Guerre mondiale à ce poste.
Après la 1^{er} GM, Siegfried **participe à la formation de la science politique française**. Il participe à la fondation nationale des sciences politiques car en 1944, l'Ecole libre des sciences politiques de Paris aurait dû être nationalisée dans la mesure où celle-ci a collaboré. On prévoit de l'intégrer dans le système d'étude supérieur français. Siegfried va permettre que l'école soit sous tutelle de la fondation dans lequel le ministère détient un siège et évite une nationalisation totale. Il meurt en 1959.
- Siegfried s'inscrit dans **un contexte particulier qu'est celui de son temps**. Il utilise *pour La France de l'Ouest* un croisement entre l'histoire, la sociologie et la géographie en mobilisant la cartographie. Car il analyse le vote à partir de milieux, on appelle son analyse une « **analyse écologiste** ». Le tableau qu'il dresse est aussi caractérisé par sa **pensée raciale** en considérant que les groupes humains ont des caractéristiques propres et que cette personnalité a des effets politiques, **ex** : Pour lui, les anglais ont un tempérament spécial -> paresseux, dépensiers ; les allemands -> méthodiques, déséquilibrés.
Mais son originalité réside plus dans le fait qu'il y a un **effet du milieu dans le déclenchement de ces qualités**. Le climat rude de la Grande-Bretagne joue sur le tempérament des anglais, que leur lever est plus difficile, ainsi même s'ils ont une psychologie paresseuse, certains individus ont une énergie « héroïque » entrepreneurial. Il prédit que si le climat britannique se réchauffe, ces caractéristiques des anglais ne survivront pas.
→ Il y a donc un **instrument raciale** qu'il utilise pour décrire des « types humains » qui se traduit dans *La France de l'Ouest* par l'avarice des normands, etc. Il pense le milieu et en fait une lecture ethnique.
- Siegfried se présente à des élections dans le Sud-Ouest et dans l'Ouest mais sera toujours battu. Il va **tenter de comprendre son échec**. En 1903 il est battu par B. De Castelane, Siegfried va vouloir invalider son élection mais il va **être réélu avec exactement le même nombre de voix** -> Siegfried considère qu'il y a une régularité dans les comportements électoraux. Siegfried va tenter de **comprendre la stabilité des comportements électoraux**, pourquoi les comportements sont aussi stables dans le temps ?

B/ Le Tableau de la France de l'Ouest (1913) : une étude de « près et de haut »

« Si l'enfer à ses lois [d'après Goethe], pourquoi la politique n'aurait pas les siennes ? » -Siegfried

- Des lois des élections permettrait d'expliquer les comportements électoraux. Siegfried veut appliquer un **raisonnement scientifique à l'élection** en posant une toute nouvelle question que personne ne s'est posé. Pour **analyser des régularités**, ils s'intéressent aux élections législatives dans la France de l'Ouest dès 1870. Il va associer à ses élections la couleur politique du territoire qu'il considère, et s'apercevoir de fortes régularités des comportements électoraux. Certains territoires pendant 30/40 ans gardent la même couleur politique, en élisant des députés de la même sensibilité électorale -> Donc **les choix électoraux ne sont pas du hasard**.
- Pourtant sur 40 ans, **l'électorat a changé** : certains électeurs sont partis, d'autres sont arrivés. Ce ne sont **plus les mêmes électeurs mais ils votent pareillement**. Cela veut dire qu'il y a un facteur sous-jacent qui fait que des individus sont soumis à la même **causalité scientifique et reproduire les mêmes comportements**. C'est le même raisonnement que Durkheim va appliquer pour son étude sur le suicide : toutes les sociétés qu'il va étudier fournissent un contingent qui varie peu des suicides, le nombre de suicide dans un pays varie peu. Et forcément, ce ne sont pas les mêmes personnes qui se suicident tous les ans et donc, il faut **comprendre pourquoi ces régularités ?**
C'est la même chose pour les élections, il faut **comprendre le fait social en dessous des comportements électoral, le mettre en évidence**.
- Pour se faire, il va **multiplier les méthodes** pour tenter de déceler ce que sont ces causes. Il utilise des entretiens réalisés avec des militants, des maires, des curés, des professeurs, il va aussi multiplier les observations ethnographiques sur des comportements.
 - Il va **traduire toutes ces données en cartes**. Il superpose les cartes afin de voir si certaines correspondent à des réalités politiques. C'est finalement **une analyse multivarié** où il va tenter de dégager des variables (**ex** : profession, ethnie, structure de la propriété) en faisant des cartes représentant les **variables de possibles facteurs expliquant les comportements électoraux**. Il va également expérimentez en utilisant des cartes non significatives, etc.
 - Ce qu'il réussit finalement à montrer c'est que **certaines causes sociales génère des formes politique**. Il traduit ainsi l'argument du calcaire et du granite comme un élément explicatif de la **structure de la propriété foncière** : les terres de granite sont des terres de grandes propriétés foncières et d'habitats concentrés autour de l'église, tandis que les terres d'argile/de calcaire ont un habitat dispersé et des petites propriétés. Cela lui permet d'expliquer que **les paysans organisés autour de grande propriété à la sociabilité organisé par l'église ont un vote conservateur** alors que **la petite propriété donne moins de place aux tutelles sociale et à l'église, donnant plus d'autonomie, et donc, un vote plus républicain**.
 - Ce système de causalité **part de la géologie à la structure de l'habitat** qui permet selon lui d'expliquer la fraction de la Vendée entre républicain et conservateur. Ce qui l'intéresse, ce sont **les rapports de classe**, de dominations. Le propriétaire, le curé sont des dominants, ce sont sous cette domination que les paysans votent. **Quand la structure sociale permet aux individus de s'émanciper, leur vote est moins conservateur**.